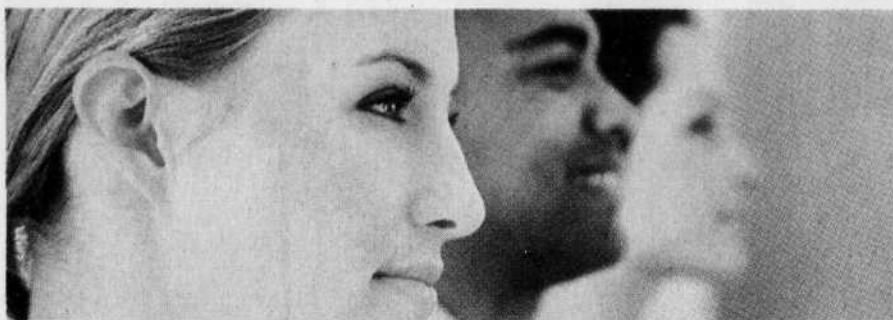


LE DEVOIR

Vol. XCIX N° 208

LES SAMEDI 13 ET DIMANCHE 14 SEPTEMBRE 2008

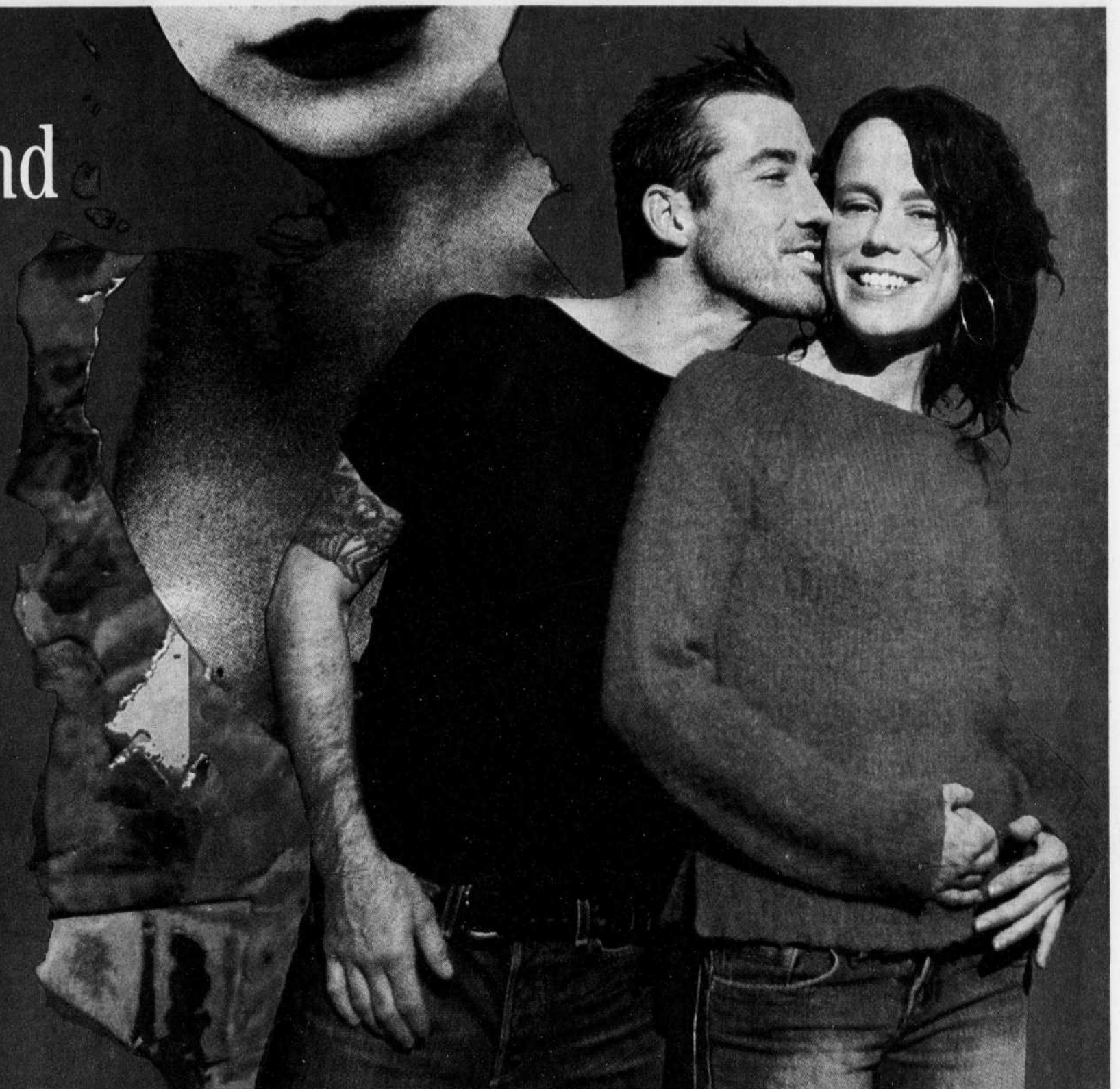
2,50\$ + TAXES = 2,75\$



RÉUSSIR SA VIE

Qu'est-ce qu'on attend pour être heureux?

Les Québécois sont-ils mieux dans leur peau qu'il y a dix ans? Quel est l'axe qui donne un sens à leur existence: leur vie amoureuse, le travail ou l'argent?



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Souriez, vous êtes heureux. La vidéaste Josiane Lapointe et le photographe Robbie Paquin réussissent ensemble leur vie depuis quatre ans. «Le bonheur, ce n'est pas quelque chose qui te tombe dessus, explique Mme Lapointe. Il faut trouver un équilibre entre le travail et l'amour. Il faut aussi apprendre de ses échecs et des occasions ratées.» La réalisatrice lancera au prochain Festival du nouveau cinéma, à Montréal, en octobre, une nouvelle vidéo d'art intitulée *Héloïse*, «l'histoire d'une femme parfaite qui n'est pas heureuse et qui rate sa vie...»

Qu'est-ce que réussir sa carrière ou ses amours? Que sont une éducation, une immigration, un gouvernement idéaux? Jusqu'à samedi prochain, l'équipe du *Devoir* vous présente une synthèse des réflexions fascinantes recueillies pour sept volets d'un même thème: qu'est-ce qu'une vie réussie? Afin d'alimenter cette réflexion, nous avons demandé à la firme Léger Marketing de sonder le cœur des Québécois. Pour lancer la série, pas de demi-mesure, allons-y avec la mère des questions existentielles: celle du bonheur et de la réussite.

STÉPHANE BAILLARGEON

Pierre Théberge a très bien réussi dans la vie. Historien de l'art, passionné de culture, décoré ici comme à l'étranger, le sexagénaire entame sa dernière année à la tête du Musée des beaux-arts du Canada, navire amiral de la flotte muséale canadienne. Pierre Théberge a-t-il pour autant réussi sa vie? «Parler d'une vie réussie, c'est honnêtement mystérieux pour moi comme pour n'importe qui, répond-il. Quand je pense à ma propre existence, je suis surtout impressionné par les réussites accomplies avec les autres, mes

proches et mes collègues de travail. Le succès se mesure aux traces laissées avec et pour les autres.»

On ne se refait pas. Le directeur Théberge glisse donc rapidement vers de célèbres exemples de vies d'artistes. «On peut même réussir sa vie en la vivant en concentré, très, très vite, fait-il observer. Mozart et Raphaël sont morts très jeunes, mais ils avaient certainement rempli et réussi leur vie. Picasso est mort très vieux, adulé comme une figure phare du XX^e siècle, il a indéniablement réussi sa vie et réussi dans la vie, mais il a aussi détruit des vies autour de lui.»

L'art, le cinéma, la littérature regorgent de réflexions sur ce thème complexe et mystérieux. Citizen

Kane, le personnage central du film d'Orson Welles, a réussi dans la vie tout en finissant seul et malheureux dans son Xanadu inachevé. Dans le récit puis le film *Le Scaphandre et le papillon*, le directeur de magazine Jean-Dominique Bauby montre la rédemption finale d'un homme entièrement paralysé renouant avec le sens de la vie après un accident vasculaire foudroyant.

Pierre Théberge accepte d'autant plus facilement de commenter ce dernier exemple qu'il vit lui-même avec la maladie de Parkinson depuis quelques années. «Je continue mon travail, ma vie pleine. Je n'ai

VOIR PAGE A 10: RÉUSSIR SA VIE

■ Un salaud peut-il réussir sa vie? ■ Et rater sa vie? Comment on s'y prend? > pages A 4 et A 5

Le Devoir plus

L'automne est à la fenêtre en ce petit samedi frisant, mais l'équipe du *Devoir* prend l'engagement de vous garder au chaud grâce à la lecture de votre quotidien qui, depuis quelques jours déjà, vous offre plus d'espace rédactionnel que par le passé.

Les lecteurs du *Devoir* sont des gens exigeants qui suivent l'actualité sur plusieurs supports médiatiques différents et qui n'aiment pas pour autant être forcés de manipuler des tonnes de papier pour trouver ce qu'ils cherchent. Votre *Devoir* s'engage à garder le cap sur l'objectif d'être le plus complet possible tout en étant le plus synthétique possible dans les créniaux qui font sa réputation de quotidien national de référence pour le Québec. Et bien entendu, à ne faire aucun compromis au chapitre de la qualité.

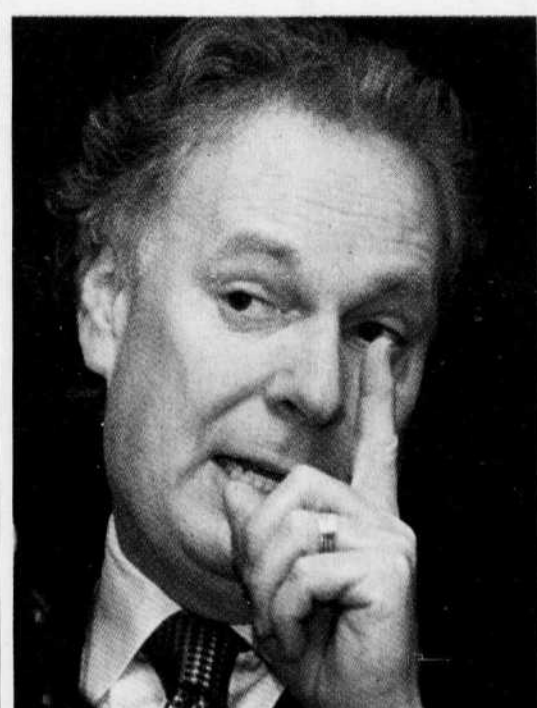
À court terme, pour la durée de la présente campagne électorale, nos journalistes, chroniqueurs, photographes et éditorialistes, sans oublier notre brillant caricaturiste, suivent les débats sans relâche pour

VOIR PAGE A 10: DEVOIR

INDEX

Actualités.....	A 2	Idées.....	C 5
Annonces.....	B 8	Monde.....	B 7
Avis publics.....	B 6	Mots croisés.....	D 4
Bourse.....	B 2	Météo.....	B 8
Carrières.....	B 5	Perspectives.....	C 1
Décès.....	B 8	Rencontres.....	D 2
Économie.....	B 1	Sports.....	B 6
Éditorial.....	C 4	Sudoku.....	B 6

Charest réclame une souveraineté culturelle



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Jean Charest

ANTOINE ROBITAILLE

La Malbaie — Une forme de «souveraineté culturelle» pour le Québec: c'est ce que le premier ministre Jean Charest a réclamé, hier, à l'occasion de la campagne électorale fédérale, dont les débuts ont été marqués par des manifestations d'artistes opposés aux coupes de 44 millions du gouvernement Harper en matière culturelle.

«Aujourd'hui, je veux interpeller tous les partis afin qu'ils s'engagent à entamer des discussions pour conclure une entente Canada-Québec concernant la culture et les communications», a-t-il dit sur un ton solennel, devant l'Association de la construction du Québec.

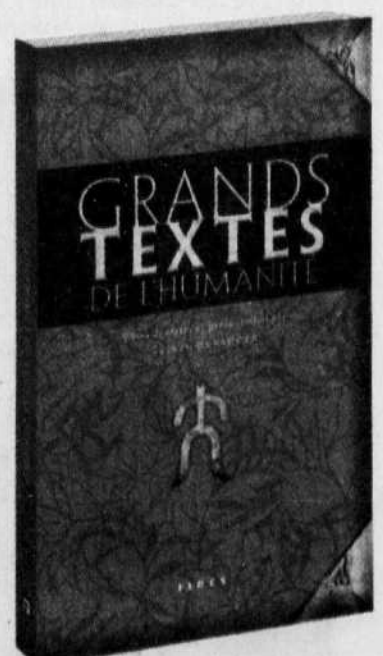
A ses yeux, une entente bilatérale entre Québec et Ottawa devrait notamment «reconnaître au gouvernement du Québec le rôle de maître d'œuvre des investissements en matière de culture sur son territoire». M. Charest, qui considère les coupes fédérales comme une atteinte à l'identité et à l'économie du Québec, a invoqué l'impératif de la «cohérence» pour réclamer cette dévolution culturelle. Il a insisté lourdement sur le fait que le Québec «est le seul endroit francophone en Amérique et qu'il dispose d'une culture qui est très riche, très spécifique». A ses yeux,

VOIR PAGE A 10: CHAREST

■ Autres informations électorales, analyses et commentaires, à lire en pages A 6, A 7, A 8, C 1 et C 4

www.editionsfides.com

Aux sources de la connaissance



Textes choisis et présentés par SYLVIE BESSETTE

Grands textes de l'humanité

24,95 \$ • 216 pages

FIDES F

LES ACTUALITÉS

Ike le terrible s'attaque aux États-Unis

Galveston (Texas)— Les Texans attendaient dans l'anxiété hier l'arrivée de l'ouragan géant *Ike*, qui devait frapper les côtes américaines en fin de journée, après avoir semé la mort dans les Caraïbes.

Ike, un ouragan «dangereux» et de «grande envergure», s'approchait inexorablement des côtes du Texas où il pourrait provoquer des inondations et des vagues déferlantes, selon le Centre national des ouragans (NHC), basé à Miami.

À 18h GMT, le centre de la tempête se trouvait au-dessus du golfe du Mexique, à environ 270 km de Galveston, la ville côtière la plus proche de Houston, vers laquelle il se dirigeait tout droit à un rythme de 19 km/h, selon le NHC.

Sur son passage, un cargo battant pavillon chypriote, avec 22 personnes à bord, était en détresse dans le golfe du Mexique, a annoncé un porte-parole des garde-côtes américains, expliquant que les possibilités de secours étaient limitées.

Ike, dont les vents soufflaient hier après-midi à 165 km/h, devait toucher la côte un peu au sud de Galveston à partir d'hier soir, mais, en raison de sa grande envergure, le temps devait se détériorer auparavant, selon le NHC.

À Galveston, une station balnéaire où un ordre d'évacuation obligatoire a été émis, le vent soufflait furieusement et des vagues puissantes commençaient à envahir le rivage et les infrastructures touristiques.

La ville était déserte et, partout, magasins et maisons étaient barricadés avec des planches de contreplaqué. «Ils disent que l'île sera recouverte par les eaux», témoigne Michael Bishop, 67 ans, un habitant qui s'appretait à quitter les lieux. Dans la rue, un pompier avertissait les derniers passants: «Vous savez qu'il y a un ouragan!»



Des citoyens de Galveston, au Texas, observant l'océan en fureur, hier après-midi.

CARLOS BARRIA REUTERS

En dépit des alertes, un quart des habitants ont décidé de rester sur l'île, selon la mairie, qui évalue leur nombre à 14 500 sur un total de 58 000. «Ils doivent partir et ils doivent partir maintenant», a déclaré Joe Steinebaker, du bureau du juge du comté.

Dans un bulletin spécial, le NHC a prévenu que la région de Galveston allait être complètement inondée et que «les personnes ne suivant pas les consignes d'évacuation et habitant des maisons à un ou deux étages s'exposaient à une mort certaine».

Le NHC annonce une montée des eaux de six mètres sur les zones côtières, ainsi que des

vagues «hautes et dangereuses».

Ike était un ouragan de catégorie 2 sur l'échelle de Saffir-Simpson, qui en compte 5, mais le NHC a annoncé qu'il pourrait toucher les côtes du Texas en catégorie 3, devenant ainsi un «ouragan majeur».

Le président Bush, qui a décrété l'état d'urgence, s'est dit «très inquiet» hier. «J'engage vivement les Texans comme moi à écouter attentivement ce que disent les autorités», a-t-il dit.

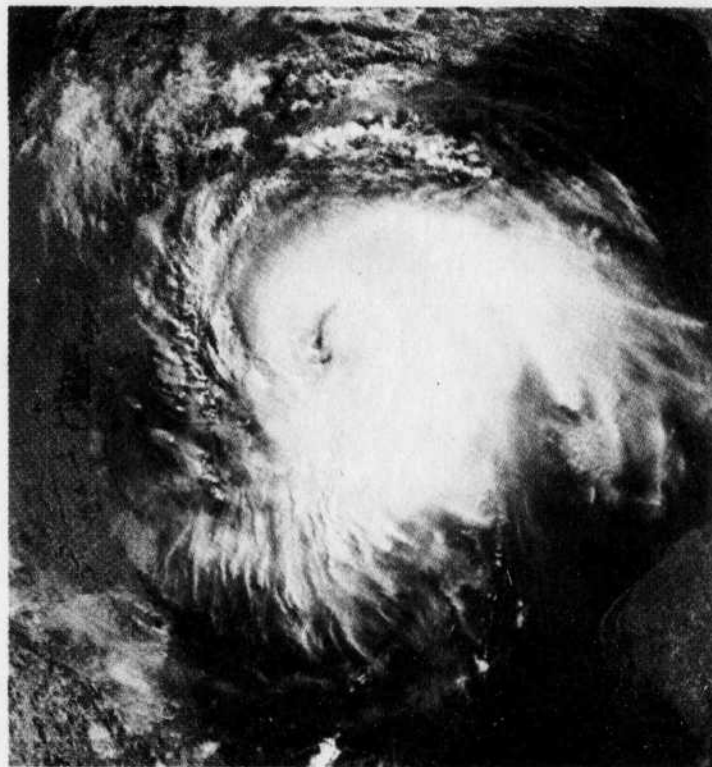
Quelque 1500 soldats américains se préparaient à répondre à l'urgence, et l'USS Nassau, un bâtiment de débarquement avec 45 hélicoptères et quatre avions,

devait appareiller pour le golfe du Mexique, a déclaré Bryan Whitman, porte-parole du Pentagone.

À Houston, quatrième ville des États-Unis avec 2,2 millions d'habitants, les habitants sont aussi partis en grand nombre.

«Si vous êtes dans une de ces zones inondables, vous devez partir dès maintenant», a exhorté Frank Michel, du bureau du maire de Houston, appelant les habitants des immeubles à stocker de la nourriture et de l'eau pour parer à l'éventualité de coupures d'électricité de longue durée.

Agence France-Presse



Une image satellite prise hier, qui montre l'ouragan *Ike* s'approchant des côtes américaines.

REUTERS

MIEUX
CONSUMER

FAITES UN VŒU
POUR L'ENVIRONNEMENT
EN RECHERCHANT
L'ÉTOILE ENERGY STAR®



Achetez des électroménagers affichant le symbole ENERGY STAR, et profitez de produits offrant un rendement énergétique de 10 à 50 % supérieur à ce qu'exige la norme de rendement énergétique minimale du gouvernement du Canada. Vous réduirez ainsi votre consommation d'énergie et vous réaliserez des économies. C'est bon pour vous et c'est bon pour l'environnement.

Pour obtenir le coupon de remise correspondant à l'appareil dont vous avez fait l'acquisition, veuillez vous adresser à votre détaillant ou visitez le www.hydroquebec.com/residentiel.



OBTENEZ JUSQU'À **125\$** DE REMISE!

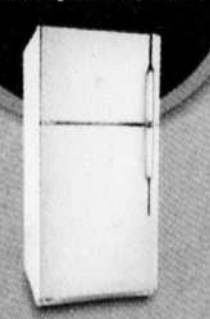
50\$
de remise
par la poste

à l'achat d'une laveuse
homologuée ENERGY STAR®



50\$
de remise
par la poste

à l'achat d'un réfrigérateur
homologué ENERGY STAR®



25\$
de remise
par la poste

à l'achat d'un congélateur
homologué ENERGY STAR®



ENERGY STAR est le symbole international de haute efficacité énergétique géré au Canada par Ressources naturelles Canada.
* Offres d'Hydro-Québec, valables jusqu'au 31 décembre 2008.

Hydro
Québec

DROIT IMMOBILIER

Christiane Barnabé, Avocate

Mon expérience et mon professionnalisme à votre service.

514-495-8150 www.droitimmobilier.ca

Sophie
DOWNS M.Ps.

Membre O.P.Q., R.C.P.O.S.S. et A.M.E.Q.

Psychologue clinicienne T 514 861-0630

Adolescents - Adultes - Couples
20 ans d'expérience

Vieux-Montréal

La justice sociale au cœur de nos débats

Les Soirées
Relations

Monde arabo-musulman et pluralisme

Ce qui est communément appelé le monde arabe s'étend du Golfe persique à l'Atlantique. Cette appellation suppose une apparente unité basée sur deux grands marqueurs identitaires: l'islam et la langue arabe. Or, cet espace géoculturel est pluriel et fragmenté. Il est constitué d'états, de groupes linguistiques et religieux, de diverses minorités aux caractéristiques singulières, issus de la décolonisation ou héritiers d'une histoire millénaire. Cette réalité du monde arabo-musulman est aussi présente au Québec depuis longtemps. Cette table-ronde cherchera à mieux saisir cette pluralité méconnue du monde arabe ainsi que des diverses luttes de cette frange de notre immigration au Québec. Elle visera aussi à rendre compte de débats de grande portée démocratique trop souvent minorés.

Nous aborderons ces questions avec :

- Rachad Antonius, professeur au Département de sociologie de l'Université du Québec à Montréal;
- Amina Benrhazi, économiste et consultante en relations interculturelles;
- Soheil Kash, professeur retraité de l'Université Libanaise de Beyrouth (Faculté de droit);
- Jooneed Khan, journaliste de politique internationale au quotidien *La Presse*.

Lundi 15 septembre 2008 à 19 h

Maison Bellarmin

25, rue Jarry Ouest, Montréal
(métro Jarry ou stationnement à l'arrière)

Contribution suggérée : 5 \$

Renseignements : Mouloud Idir (514) 387-2541 / midir@cjf.qc.ca
Site: www.cjf.qc.ca

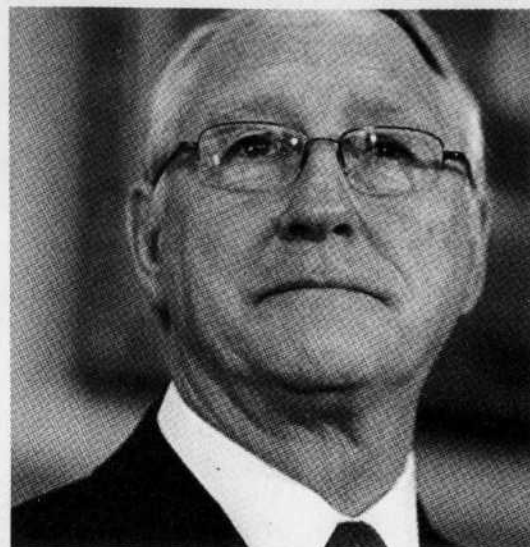
Les Soirées Relations sont organisées par le Centre justice et foi,
25 rue Jarry Ouest, Montréal, Qc H2P 1S6 – Info.: 514-387-2541

ACTUALITÉS



Élections fédérales

Tremblay présente sa liste d'épicerie



Gérald Tremblay

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

JEANNE CORRIVEAU

Le maire Gérald Tremblay a pris sa plume pour écrire aux chefs des partis fédéraux et leur demander qu'ils prêtent une oreille attentive aux villes. Le maire réclame notamment que les politiciens fédéraux s'engagent à adopter une stratégie nationale de transport.

Le Canada est le seul pays du G8 à ne pas avoir adopté de stratégie nationale de transport, fait valoir le maire dans sa lettre destinée aux chefs de parti. Il serait donc temps d'y remédier et les candidats devraient prendre des engagements à l'égard d'une telle politique, qui devrait être axée sur le transport collectif, croit-il. Ce n'est pas la première fois qu'une telle requête est adressée aux politiciens fédéraux. En février dernier, la Fédération canadienne des municipalités en avait fait la demande au gouvernement de Stephen Harper.

Le maire prend bien soin de rappeler les projets de transport que son administration souhaite réaliser avec l'appui du gouvernement fédéral. Sur la liste fournie aux chefs figurent notamment le tramway au centre-ville, le réaménagement de l'autoroute Bona-

venture, le train rapide Québec-Windsor, la navette ferroviaire reliant le centre-ville à l'aéroport Montréal-Trudeau de même qu'un lien de transport en commun rapide entre Montréal et la Rive-Sud.

Gérald Tremblay profite également de l'occasion pour rappeler aux partis, pour la énième fois, que les villes ont besoin d'argent, qu'elles doivent pouvoir compter sur des sources de revenus prévisibles et permanentes et qu'il «est évident que le modèle actuel est obsolète». Le maire croit donc que le temps est venu de revoir les rôles et responsabilités des trois ordres de gouvernement et de «leur attribuer les ressources financières appropriées». Les villes ne peuvent être ignorées dans le débat électoral car, rappelle-t-il, 80 % des Canadiens vivent en zones métropolitaines.

Les infrastructures continuent de vieillir et les besoins ne cessent de croître pour maintenant atteindre 123 milliards de dollars, rappelle-t-il aux candidats.

Le maire joint à sa lettre une longue liste de projets de sa Ville pour lesquels il demande l'appui du fédéral. Il se dit «tout à fait impatient d'obtenir des réponses positives».

En matière de culture, il attire l'attention des chefs sur les projets chers à son administration, soit la réali-

sation du Quartier des spectacles, l'amendement du projet de loi C-10 concernant les productions cinématographiques, la révision de programmes culturels fédéraux qui ont récemment été abolis et la conclusion d'une entente tripartite pour sauvegarder la Maison Louis-Hippolyte-La Fontaine.

M. Tremblay souhaite également que les chefs se prononcent sur les questions de sécurité publique. Les efforts de prévention et de lutte contre le phénomène des gangs de rue devraient être accentués, dit-il. Il réclame également que soit bannie la possession d'armes de poing et que le prochain gouvernement fédéral prenne les mesures appropriées pour contrer l'entrée illégale d'armes à feu au pays.

Enfin, le maire rappelle l'importance du rôle que doit jouer Ottawa dans le secteur de l'habitation. Les programmes de remise en état des logements et les investissements à l'égard des logements sociaux et abordables continuent d'être indispensables, écrit-il.

Le Devoir

■ Notre couverture de la campagne électorale en pages 6, 7 et 8

Haïti crie à l'aide

MARCO BÉLAIR-CIRINO

Frappé coup sur coup par les ouragans Fay, Gustav, Hanna et Ike, Haïti peine à se relever, et le président d'Haïti a lancé un nouvel appel à la solidarité internationale. D'une seule voix, le consul général d'Haïti à Montréal et les porte-parole d'organismes humanitaires ont repris, hier, ce «cri du cœur» et ont exhorté la communauté haïtienne montréalaise et les Québécois à donner généreusement vivres, biens et argent.

«Le peuple haïtien vit aujourd'hui [...] la pire tragédie humanitaire de son histoire», a affirmé Pierre-Richard Casimir, le consul général de la République d'Haïti à Montréal.

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a indiqué hier que les ouragans qui ont balayé Haïti ces quatre dernières semaines ont tué au moins 300 personnes et forcé le déplacement de milliers d'autres. L'ouragan Ike, qui balaya aujourd'hui le sud des États-Unis, a, à lui seul, provoqué la mort de plus de 70 Haïtiens. De nombreux ponts et routes ont aussi été emportés par la crue des eaux.

«Vous ne pouvez pas imaginer la misère dans ces cas-là. Vous ne pouvez pas imaginer quelle douleur on ressent lorsque vous distribuez à la cantine scolaire de la nourriture et qu'un enfant, qui a déjà fait une longue queue pour attendre sa pitance, arrive et s'affaisse devant vous», a dit Jean-Baptiste Michel, président du Regroupement des organismes ca-

nado-haïtiens pour le développement (ROCAHD), qui était présent en Haïti, en 2004, lors du passage de l'ouragan Jeanne.

La section québécoise d'Oxfam et le Centre d'étude et de coopération internationale (CECI) souhaitent tous deux amasser un million de dollars chacun. Ils ont déjà recueilli respectivement 200 000 \$ et 150 000 \$.

Pierre-Richard Casimir a indiqué que les dons en argent peuvent être envoyés au CECI, à Oxfam-Québec, à la Croix-Rouge canadienne et à Médecins du monde. Le consul a garanti que les erreurs de coordination dans l'acheminement de l'aide sont choses du passé et que la Direction de la protection civile haïtienne lèvera toutes les barrières qui ralentissent le transport de l'aide.

Les équipes d'Oxfam — présentes sur l'île d'Haïti depuis environ 30 ans — s'affairent à distribuer des trousseaux d'urgence aux personnes déplacées et à installer des sanitaires pour annihiler les risques d'éclatement d'épidémies.

Michel Verret, directeur du développement et des relations publiques d'Oxfam Québec, a signifié hier que l'aide ne peut être que ponctuelle. Après l'aide d'urgence, les organisations non gouvernementales actives en Haïti devront prêter main-forte pour la reconstruction. «Je vous ai sauvé la vie aujourd'hui. Si demain je ne fais rien pour vous, vous serez une nouvelle fois en danger», a expliqué M. Verret.

Le Devoir

Centre de recherche du CHUM en PPP

Les entreprises ont fait la grève pour obtenir encore plus d'argent

KATHLEEN LÉVESQUE

La formule de partenariat public-privé (PPP) retarde les travaux du centre de recherche du CHUM. Depuis plus de trois mois, les consortiums d'entreprises avaient tout stoppé, exigeant une augmentation de la compensation devant être versée au perdant de l'appel de proposition. Hier, les deux consortiums se sont remis à l'ouvrage.

«Ce n'est pas encore réglé. Mais ça sera présenté rapidement aux conseils des ministres. On ne peut pas se permettre d'être paralysé», a expliqué au Devoir Catherine Poulin, attachée de presse de la présidente du Conseil du trésor, Monique Jérôme-Forget.

Selon l'appel de proposition lancé en mai dernier pour la construction et l'entretien du centre de recherche du CHUM, le gouvernement offre deux millions

de dollars au perdant. Cette somme doit permettre de compenser les dépenses inhérentes aux travaux menés par le consortium (plans d'architecte, avis légaux, analyse en ingénierie, par exemple) durant les mois précédant le choix du partenaire par le gouvernement. Or, les consortiums estiment que 2 millions ne couvrent pas l'ensemble des dépenses et ont exigé 5 millions. Et en attendant que le gouvernement fasse son nid, les consortiums, qui sont pourtant des adversaires, se sont serrés les coudes et ont fait la grève.

Hier, l'Agence des PPP a confirmé être «coinçée» par les consortiums. L'appât des entreprises découle de la volonté politique du gouvernement de voir une expertise québécoise se développer, a-t-on précisé.

«Les entreprises québécoises n'ont pas les reins assez solides pour tra-

vailler gratuitement pendant des mois. En plus, elles sont très sollicitées puisque le secteur de la construction va très bien», a expliqué Hugo Delaney de l'Agence.

Deux consortiums tentent de mettre la main sur le lucratif contrat. Il s'agit d'Axor/Dalkia, formé entre autres de la firme québécoise Axor, et d'Accès Recherche CHUM, où l'on trouve notamment le constructeur Pomerleau et les architectes Jodoin, Lamarre et Pratte.

Les travaux ont été suspendus dès que des négociations ont été entreprises entre l'Agence et les consortiums. On ignore pour l'instant l'effet réel que cela aura sur le calendrier de réalisation du centre de recherche.

L'Agence ne se prononce pas non plus sur l'effet d'entraînement que pourrait avoir la contestation des consortiums sur les prochains appels de proposition concernant

le CHUM et le CUSM. Au Conseil du trésor, on a dit vouloir «prévenir» la situation sans donner plus de détails.

Pour le CHUM, il est prévu que le perdant empoche 4 millions de dollars. Pour le CUSM, la somme s'élève à 5 millions car elle inclut le centre de recherche.

Par ailleurs, la déclaration du ministre de la Santé, Yves Bolduc, au Devoir, selon laquelle les revendications des médecins spécialistes pourraient entraîner des retards dans le projet du CHUM et que, ce faisant, le CUSM démantellerait seul, a fait bondir le président de la Fédération des médecins spécialistes du Québec (FMSQ). Selon le Dr Gaétan Barrette, le ministre Bolduc tombe dans «l'enfantillage politique» et transforme le débat actuel en querelle de personnalités.

Le Devoir

Andy Srougi perd sa poursuite en diffamation

BRIAN MYLES

Le militant pour le droit des pères Andy Srougi a subi un nouveau revers en justice. La Cour du Québec a rejeté hier sa poursuite en diffamation de 24 000 \$ contre la revue de gauche À Babord! et une collaboratrice.

Srougi, la figure la plus connue du mouvement Fathers for Justice, n'a tout simplement pas réussi à démontrer qu'il avait été lésé par un article de la militante féministe Barbara Legault, publié en 2006. «La preuve en l'espèce est non seulement lacunaire mais absente», a tranché le juge Henri Richard.

L'article en litige traitait essentiellement du mouvement masculiniste au Québec, décrit par Mme Legault comme «une forme spécifique d'antiféminisme» attribuant aux femmes la

responsabilité de tous les déboires subis par les hommes. Une note en bas de page identifiait Father for Justice comme un groupe masculiniste et relatait un incident de 2006 au cours duquel des féministes avaient dû appeler la police en renfort pour empêcher Srougi de participer à une soirée-spectacle où il n'était pas le bienvenu.

Andy Srougi a soutenu en Cour que la publication de l'article l'avait plongé dans «une détresse émotionnelle» caractérisée par des épisodes d'insomnie, des maux de tête et «énormément de stress». «Tout au plus, selon la preuve présentée, les propos de Mme Legault peuvent avoir causé à M. Srougi ce qu'il est convenu d'appeler des «hurt feelings», a estimé au contraire le juge Richard.

Le juge Richard a complété en-

fin son jugement d'une sérieuse mise en garde à l'intention du mouvement masculiniste. «Le tribunal souhaite, malgré les débats acrimonieux qui ont pu exister et les différences fondamentales de vues, que les discours des partisans des droits des hommes et des pères cessent de contenir des attaques personnelles à l'encontre des groupes féministes. Il en va de la crédibilité et de la légitimité [de leurs] revendications», a-t-il écrit.

L'éditeur de la revue À Babord!, Claude Rioux, a accueilli le jugement avec un immense soulagement. «Les frais de Cour ne nous ont pas tué, mais si on avait été condamnés à payer 24 000 \$, c'est sûr qu'on

fermait boutique», a-t-il dit. Grâce à ce jugement, les ténors du mouvement masculiniste y penseront deux fois avant de poursuivre des éditeurs ou des médias, estime M. Rioux. Dans l'immédiat, À Babord! retrouve sa pleine liberté. «De la réception de la requête d'Andy Srougi jusqu'à ce jour, on a fait semblant que le mouvement masculiniste n'existait plus dans notre revue. On s'est autocensuré de peur de provoquer d'autres poursuites, a-t-il expliqué. Sans faire exprès pour provoquer Andy Srougi, s'il y a des choses à dire sur ce mouvement, maintenant, on va les dire.»

Le Devoir

EN BREF

Policiers confinés au bureau

Les deux agents du Service de police de Montréal (SPVM) impliqués dans la mort du jeune Freddy Villanueva, le 9 août dernier à Montréal-Nord, ont été affectés à des tâches administratives pour la durée de l'enquête de la Sûreté du Québec (SQ) à leur égard. L'information a été confirmée hier par voie de communiqué par le SPVM, sans aucun autre commentaire. Les circonstances de la mort de Villanueva, 18 ans, sont encore nébuleuses. Selon la version fournie initialement par la police, les agents auraient fait feu sur trois jeunes qui se seraient rués sur une policière après l'arrestation d'un suspect. Villanueva a été tué et deux autres jeunes ont été blessés. Le lendemain de l'incident tragique, une manifestation a viré à l'émeute dans les rues de Montréal-Nord, où une douzaine de voitures ont été incendiées et des commerces ont été cambriolés ou vandalisés. — Le Devoir

Labonté et l'expo

Même s'il n'a pas convaincu l'administration Tremblay d'adhérer à son projet, le chef de l'opposition à l'hôtel de ville, Benoît Labonté, poursuit sa croisade afin d'attirer à Montréal l'exposition universelle de 2020. Jeudi, il s'est rendu à Saragosse, en Espagne, pour assister à l'exposition internationale qui s'y tient ces jours-ci et faire la promotion d'une éventuelle candidature de Montréal. Il s'est entretenu hier avec le secrétaire général du Bureau international des expositions (BIE), Vicente Gonzales Loscertales, qui lui a de nouveau affirmé que Montréal pourrait être «une excellente candidature» pour 2020, a relaté M. Labonté lors d'un entretien téléphonique. M. Loscertales n'aurait toutefois pas commenté le litige de nature politique opposant M. Labonté au maire Tremblay au sujet du projet. M. Labonté, qui revient au pays lundi, a été nommé observateur officiel de la réunion de l'association des villes hôtes d'expositions universelles, qui se tenait hier matin. — Le Devoir

J'essaie de vous éviter un procès

François Gendron
avocat
LL.L., M.A., Ph.D.

Vieux Montréal 514.845.5545

Nominations

Le recteur de l'UQAM, M. Claude Corbo, a le plaisir de souligner la nomination de nouveaux membres au Conseil d'administration de l'Université.



Isabelle Hudon

Présidence du Conseil

M^{me} Isabelle Hudon, présidente et chef de la direction de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain

Présidence du Comité de vérification

M. J. Marcel Daoust, comptable agréé, administrateur de sociétés et conseiller d'affaires

Le recteur salue également la nomination comme membres du Conseil d'administration de MM. Robert Cloutier, président du Conseil d'administration d'Investissement Québec, et Robert Proulx, vice-recteur à la vie académique à l'UQAM, ainsi que la désignation de M^{me} Marie-Claude Lalonde, chef d'Administration et gouvernance d'Hydro-Québec TransÉnergie, à titre de vice-présidente du CA et de présidente du Comité d'éthique et de déontologie.

L'UQAM est fière de bénéficier de la riche expérience, du leadership et de l'influence de M^{me} Isabelle Hudon. L'apport de M^{me} Hudon et des nouveaux membres du Conseil constitue un atout indéniable dans l'affirmation de la pleine contribution de l'Université à la richesse sociale, scientifique et culturelle de la société québécoise.

UQAM
Prenez position

DIMANCHE PHILO

La Compagnie des philosophes

CONFÉRENCIER :

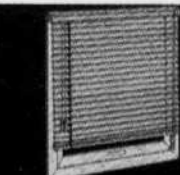
Jean-Marc Larouche, Sociologie (UQAM)

«La religion, défi pour la pensée et le vivre-ensemble».

Présentation et discussion de son livre
La Religion dans les limites de la Cité, Liber (2008)

Dimanche 21 septembre 2008, 9h30 à 13h

À La Maison Gisèle-Auprix-St-Germain (Vieux-Longueuil)

Conférence - Ateliers - Échanges
Goûter - Document d'accompagnementGrand public (25 \$) Étudiants (15 \$)
Réservations : 450-670-8775, philosophes@mac.comProgrammation complète - Automne 2008 :
www.cdesphilosophes.orgBOIS ou P.V.C.
sur mesure• Stores horizontaux
• Stores verticaux

Opaque ou solaire

• Toiles à rouleau

• Stores romains

• Panneaux coulissants

INSTALLATION

GRATUITE

L'Artisan
du Store

Fabriqué au Québec

Décoration
CLAUDE BOUCHARD

SERVICE À DOMICILE

Québec

418 654-8677

Montréal

514 231-8677

2362, Beaubien E. Mtl



Un salaud peut-il avoir une vie réussie?

Un salaud, «un nazi par exemple», on peut l'imaginer heureux... «Mais pourrait-il avoir eu une vie réussie?», s'interrogeait récemment la philosophe Monique Canto-Sperber, dans son émission *Questions d'éthique*, à France-Culture. «Du point de vue du nazi, peut-être. De mon point de vue d'antiraciste, assurément pas», répondit le philosophe André Comte-Sponville, avant d'ajouter: «Il n'y a pas de point de vue absolu. Comme il n'y a d'ailleurs pas de bonheur absolu.»

ANTOINE ROBITAILE

Québec — En notre époque où «tout est relatif», où «c'est ton opinion et je la respecte», définir avec précision les critères d'une «vie réussie» se révèle être une mission impossible. Auparavant, on s'entendait peut-être plus facilement, la vie réussie étant celle qui avait respecté des règles transcendentes: l'harmonie du cosmos chez les Anciens; la volonté de Dieu chez les chrétiens; le sacrifi-

Plus des deux tiers des répondants estiment que la vie familiale et amoureuse est ce qui importe le plus dans une vie réussie

ce pour la nation chez les premiers modernes.

De nos jours, tout est relatif, certes, mais certains consensus semblent se dégager, du moins si l'on se fie à notre sondage: la grande majorité des répondants, 68 %, estiment que la vie familiale et amoureuse est ce qui importe le plus dans une vie réussie. C'est sans doute ce qui pousse les politiques, ici et ailleurs, à vouloir de plus en plus exhiber des rapports familiaux exemplaires, «réussis». Stephen Harper est un *hockey dad* de banlieue, martèlent les stratèges conservateurs, voulant faire oublier la froide poignée de main à ses enfants, devant l'école, un matin de 2006. Quant à Sarah Palin, candidate républicaine à la vice-présidence américaine, c'est une *hockey mom* à la fertilité non bridée, qui a marié son amour de collègue. Redoutable comme un pitbull à rouge à lèvres, elle se montre prête à défendre la nation comme s'il s'agissait de sa propre maisonnette, et ses concitoyens, comme ses enfants.

Aux yeux de Luc Ferry, philosophe français et auteur de *Qu'est-ce qu'une vie réussie?* (Grasset, 2002), l'accent actuellement mis sur la vie amoureuse et familiale n'a rien de surprenant. Le phénomène prend sa source dans l'individualisme moderne né à la Renaissance, époque à partir de laquelle la «vie privée» et «l'amour» deviendront graduellement, pour la plupart des humains, les princi-

pales «sources du sens». On y invente la vie privée et la cellule familiale. L'amour devient élicite et procède donc d'un choix. Avant, «le bon mariage est le mariage de raison, non le mariage d'amour», note Ferry, évoquant le sociologue Edward Shorster, dans *L'homme-dieu ou le sens de la vie* (Grasset, 1997). Avant, «l'intimité n'existait pas». En ville comme à la campagne, l'immense majorité des familles vivaient dans une seule pièce, «ce qui excluait, de facto, la possibilité d'une quelconque forme de «privacy»». Et avant, enfin, l'amour parental était loin d'être une priorité. «Montaigne, notre grand humaniste, avait eu pas de souvenir du nombre exact de ses enfants morts en nourrice!», souligne Ferry.

Si la contre-culture des années 60 a voulu dédramatiser l'éclatement de la cellule familiale, elle a par ailleurs renforcé l'importance du privé, explique Luc Ferry. «Le privé est politique», déclamaient les idéologues de 68. Ainsi se développe l'idée que «le centre de notre vie est bien davantage dans le privé que dans la vie publique». Par conséquent, opine le philosophe, «aujourd'hui, ce n'est plus pour la vérité, peut-être même pas pour la justice ni pour la beauté que l'individu est prêt à mourir. Les seuls êtres pour lesquels il peut, le cas échéant, risquer sa vie, ce sont les êtres aimés, les proches».

Laisser ces derniers ou les négliger pour aller accomplir son destin, pour aller réaliser son «potentiel» devient par conséquent un scandale. Et c'est peut-être ce qui explique les fables 6 % recueillis, dans le sondage *Léger-Le Devoir*, par le facteur «travail» à la question sur ce qu'il y a de plus important dans la vie.

Le cas Gauguin

Une telle attitude annule tout certificat de «vie réussie». Prenons Paul Gauguin, qui décida de quitter sa femme et ses cinq enfants pour aller à Tahiti, «car il avait le sentiment que c'est là que sa vocation de peintre pourra s'accomplir». Le cas est soulevé par Monique Canto-

Sperber dans sa conversation avec Comte-Sponville. «On pourrait considérer cela, même s'il a réussi à devenir un grand peintre, comme une décision immorale», dit-elle. Moral, le mot est lâché. Faut-il être moral pour réussir sa vie? Stoïciens et épicuriens s'entendaient sur une chose, souligne André Comte-Sponville: «Le bonheur et la vertu vont forcément ensemble, autrement dit, un salaud ne peut pas être heureux.» Mais Comte-Sponville, philosophe moderne, n'est pas d'accord: «Je crois que c'est faux. Je crois qu'un salaud peut être heureux et qu'un brave homme, un homme de cœur, un homme vertueux peut être atrocement malheureux. Une fois qu'on a compris cela, qu'il n'y a pas de «souverain bien», qu'on a compris que le bonheur et la vertu ne sont pas nécessairement en harmonie, il reste à chercher l'un et l'autre dans leurs différences et dans la tension qu'ils supposent. C'est vrai que, parfois, un peu plus de vertu se paiera d'un peu de bonheur. Ou

La quête du bonheur est universelle

puisqu'on nous veut tous être heureux.

En revanche, l'obsession de la vie réussie n'est pas le fait de tous.

qu'un peu plus de bonheur se paiera d'un peu de vertu. Ça fait partie du tragique de notre condition.»

Vie réussie ou sensée?

Du reste, pour plusieurs, l'expression même de «vie réussie» pose de grands problèmes. Le philosophe Jean Grondin, de l'Université de Montréal, dit ne pas l'aimer. «Elle est trop mercantile, comme si la vie était une transaction que l'on pourrait passer par profits et pertes», note celui qui a publié *Du sens de la vie*, chez Bellarmin, en 2003. Il rappelle que Schopenhauer se plaignait à dire que la vie était «une affaire qui ne couvrirait pas ses frais». Elle comporte trop de dimensions pour qu'on la réduise à un tel verdict.

La «réussite», si l'on veut envisager la vie sous cet angle, a un caractère inévitablement relatif. Elle dépend des ambitions et des priorités de chacun: certains veulent être des écrivains reconnus ou des inventeurs

de génie, d'autres veulent simplement être de bons pères de famille.»

Une autre chose agace Jean Grondin dans cette formule: «Elle ne peut s'appliquer aux vies qui ont été tragiquement interrompues ou brisées, comme il y en a tant, ni à celles qui sont en proie à la misère extrême et qui n'ont pas le temps, ni le loisir de se poser cette question et qui doivent se contenter de survivre», ce qui est le cas de la majorité des habitants de la planète, ajoute-t-il.

En somme, Jean Grondin préfère plutôt parler d'une «vie sensée, d'une vie qui a eu la clairvoyance de reconnaître un sens à sa vie et, à mon sens, ce sens est toujours celui d'une vie qui n'est pas centrée sur elle-même et qui se soucie peu de sa «réussite». Pour le dire le plus simplement du monde: il faut faire le plus grand bien possible et bien faire ce que l'on a à faire. L'important n'est pas ici d'avoir réussi, mais d'avoir fait son possible», plaide-t-il.

La confusion

Aux yeux de Grondin, on confond trop souvent «bonheur» et «vie réussie». La quête du bonheur est universelle, estime-t-il, puisque nous voulons tous être heureux. En revanche, l'obsession de la vie réussie n'est pas le fait de tous.

«La recherche du bonheur sait que notre bonheur ne peut être qu'imparfait, compte tenu du caractère tragique de l'existence, qui tient à l'incompréhensibilité de la mort et du mal. Comme le disait Umberto Eco (comme d'autres avant lui, d'ailleurs) dans un entretien récent, celui qui se dit parfaitement heureux est un crétin. Quant à la vie réussie, j'ai un peu le sentiment qu'il s'agit d'un «bon bien, ou bien»: on réussit ou on ne réussit pas. Cela est trop tranché.»

Au fond, «réussir dans la vie» a le mérite d'être plus clair, note Jean Grondin. Car l'expression renvoie directement à des personnes qui ont «accompli quelque chose, qui se sont fait des objectifs et qui les ont atteints ou surpassés, et dont l'œuvre suscite l'admiration». La formule convient d'ailleurs particulièrement bien au monde des affaires. «Je ne m'en offusque aucunement, car ses critères sont clairs: Bill Gates, Ted Turner, Donald Trump [...] ont réussi dans la vie, ça oui. Mais ont-ils réussi leur vie? Aucune idée.»

Le Devoir
Avec Stéphane Baillargeon

RÉUSSIR SA VIE



Pascal Bouchard, Jean-François Robin et Mira ont à ce jour réussi une partie de leur vie.

JACQUES NADÉAU LE DEVOIR

AVOIR TOUT CE QU'IL FAUT POUR ÊTRE HEUREUX

Croyez-vous avoir tout ce qu'il vous faut pour être heureux dans votre vie?

	TOTAL (n=1005)	18-24 (n=109)	25-34 (n=161)	35-44 (n=188)	45-54 (n=207)	55-64 (n=160)	65+ (n=181)
Oui	62 %	45 %	70 %	59 %	60 %	67 %	68 %
Non	35 %	51 %	25 %	40 %	39 %	31 %	28 %
Je ne sais pas / refus de répondre	2 %	4 %	4 %	1 %	1 %	3 %	4 %

Sondage Léger Marketing / Le Devoir

«Certains veulent être des écrivains reconnus ou des inventeurs de génie, d'autres veulent simplement être de bons pères de famille.»



LE BONHEUR AUJOURD'HUI ET IL Y A DIX ANS

Selon vous, est-il plus facile ou plus difficile d'être heureux aujourd'hui que ce ne l'était il y a dix ans?

	TOTAL (n=1005)
Plus difficile	44 %
Cela n'a pas changé	42 %
Plus facile	12 %
Je ne sais pas / refus de répondre	2 %

Sondage Léger Marketing / Le Devoir



VIVRE AILLEURS OU RESTER AU QUÉBEC

Si vous aviez la possibilité de vivre le reste de votre vie ailleurs qu'au Québec, choisiriez-vous...?

	TOTAL (n=1005)	18-24 (n=109)	25-34 (n=161)	35-44 (n=188)	45-54 (n=207)	55-64 (n=160)	65+ (n=181)
De rester au Québec	63 %	37 %	62 %	60 %	62 %	64 %	82 %
D'aller vivre ailleurs	30 %	47 %	32 %	33 %	30 %	30 %	16 %
Je ne sais pas / refus de répondre	7 %	16 %	6 %	7 %	9 %	6 %	2 %

Sondage Léger Marketing / Le Devoir

Et rater sa vie? Comment on s'y prend?

ANTOINE ROBITAILE

Québec — Pour «vraiment» rater sa vie, il faut s'employer à le faire «de façon inintéressante», affirme l'écrivain français Dominique Noguès. Emule de Swift et de sa *Modeste proposition*, Noguès a produit un manuel désopilant, il y a quelques années: *Comment rater complètement sa vie en onze leçons* (Payot, 2002), où l'on finit, en creux, à trouver une sorte de définition des vies réussies.

«Trop de malheur tue le malheur. Le héros tragique finit par rater de l'accumulation des coups du sort (et nous avec lui) et le martyr, ivre de ses propres endormophines, par jour de son supplice. Or le ratage s'accommode mal de l'hilarité et de la jouissance. Le vrai raté se traîne dans l'accablement et la grisaille. Il n'a aucune compensation, aucun plaisir.»

Des modèles? Don Quichotte? Ah non, le «héros» de Cervantes, estime Noguès, finit par tirer certaines leçons, et un certain profit, de ses malheurs. C'est là, en fait, un ratage réussi. En quelque sorte, «c'est le b.a.-ba du ratage: ce n'est pas tout d'être malheureux, il faut encore que ce malheur ne serve absolument à rien.»

Une vraie vie ratée, «il faut que

ça reste terne et médiocre», a déjà expliqué Noguès au *Devoir*. C'est «une vie dans laquelle il n'y a aucune branche à laquelle on puisse se raccrocher». Attention à toute tentation du record, «un record de

«Une vie qui paraît ratée aujourd'hui peut, un siècle plus tard, si on la réexamine, être considérée comme un succès. C'est très relatif.»

malheur, par exemple». Il faut que tout soit «inabouti», qu'il n'y ait rien qui puisse nous sauver de la débâcle, expliquait-il. «Le mot «grisaille» pourrait convenir pour qualifier la vie ratée.»

En commençant à travailler sur son manuel, Dominique Noguès avait l'esprit plutôt badin. «Je suis parti comme ça, avec l'idée de réfléchir à ce qui nous rend malheureux et puis d'en faire du plaisir, pour amuser quelque peu le lecteur. Pour m'amuser moi aussi.»

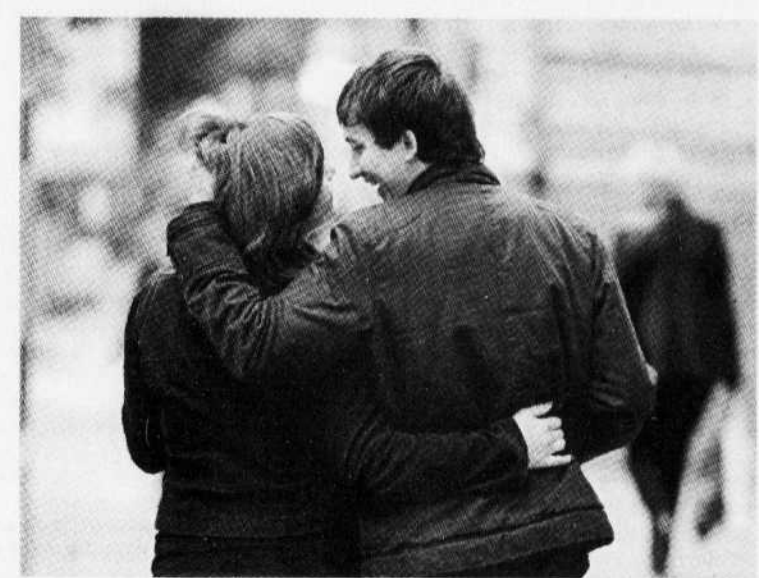
Mais à un moment donné, l'entreprise rigolote tourne au sérieux: «Je me suis aperçu que c'était un vrai problème, que ça posait un tas de questions philosophiques, ne serait-ce que: com-

ment peut-on juger de la valeur de la vie de qui que ce soit? Ça dépend des témoins, des époques. Une vie qui paraît ratée aujourd'hui peut, un siècle plus tard, si on la réexamine, être considérée comme un succès. C'est très relatif.»

Que faire alors? «Pour m'en sortir, je me suis affranchi de la philosophie ou de la morale en optant pour la voie des mathématiques.» Ainsi, il en vient à proposer, en toute scientificité, l'indice TRV, le «taux de ratage d'une vie», que l'on trouve dans l'ouvrage et que tout un chacun peu appliquer à sa propre vie. Et vous savez quoi? C'est assez réussi. Celui qui obtiendra 300 points ou plus devra lire ce paragraphe: «Bravo. Avec une telle vie, vous auriez toutes les raisons du monde de vous supprimer — ce que vous ne ferez pas car vous n'êtes pas plus capable de cela que du reste. En plus, vous méritiez vraiment ce qui vous arrive: vous êtes mou, lâche et bête. Pouah!»

Le Devoir

«Le vrai raté se traîne dans l'accablement et la grisaille. Il n'a aucune compensation, aucun plaisir.»



Au-delà de la performance

Citoyennes du monde

Les portes jamais fermées, le cœur toujours ouvert, la relation maître-élève jalousement préservée: voilà le secret du Saint-Nom-de-Marie qui, génération après génération, forme celles qui demain feront une différence dans leur milieu.

Fort de son expérience, l'institution a su s'adapter à notre société pluraliste. Si l'ajout d'un pavillon ultramoderne s'inscrit dans cette évolution, l'enseignement de très haut niveau et la transmission de valeurs humanistes demeurent les préoccupations principales des éducateurs.

Pas étonnant que les filles du Saint-Nom-de-Marie regardent l'avenir avec confiance! Elles auront les compétences de leur audace et la force intérieure pour relever le défi de leur choix.

Portes ouvertes

Dimanche 5 octobre, de 13 h 30 à 16 h 30

Examens d'admission

Samedi 18 et dimanche 19 octobre, de 9 h à 12 h



Pensionnat
SAINT-NOM-DE-MARIE

628, chemin de la Côte-Sainte-Catherine, Outremont (Québec) H2V 2C5
Téléphone: 514.735.5261 • Télécopieur: 514.735.5266 • www.psnm.qc.ca

Cours secondaire complet pour jeunes filles. Externat et pensionnat.
Profil: Éducation internationale et Vie et monde. Partenaire académique de l'École supérieure de ballet contemporain. Partenaire de l'École de musique Vincent-d'Indy.

COLLÈGE JEAN-EUDES
UNE ÉCOLE DE VIE... POUR LA VIE!

Cours secondaire pour filles et garçons

Établissement d'enseignement privé depuis 1953

EXAMEN D'ADMISSION EN 1^{re} SECONDAIRE
les samedi et dimanche 18 et 19 octobre 2008 pour l'année scolaire 2009-2010

Pour s'inscrire à l'une de nos sessions d'examen, on peut consulter le site du Collège (www.cje.qc.ca) ou communiquer avec le Collège au 514 376-5740.

Date limite : le 6 octobre 2008

COLLÈGE JEAN-EUDES
3535, boul. Rosemont
entre St-Michel et Pie-IX
Montréal, Qc H1X 1K7

Des livres pour mieux réussir, des auteurs pour vous guider

À qui ferais-je de la peine si j'étais moi-même?

Une saine pour moi!

Mon bien-être au boulot

Qui suis-je? Où cours-tu? À quoi servons-nous?

Jacques Salomé

Thomas d'Ansembourg

Mélissa Lemieux

La vie dans les livres depuis 50 ans

LES ÉDITIONS DE L'HOMME

ÉLECTIONS FÉDÉRALES

Une bonne semaine (malgré tout) pour Harper



CHANTAL HÉBERT

Ce n'est pas parce que son successeur l'a mis en quarantaine que Brian Mulroney ne s'intéresse plus à la politique. A la veille du lancement de la campagne électorale, il voyait 40 sièges conservateurs au Québec au lendemain du prochain scrutin.

Quarante sièges, c'est quatre fois plus que le score bleu de 2006 et deux fois plus que ce que concède actuellement aux troupes de Stephen Harper la moyenne des sondages. Mais la campagne est jeune et l'ancien premier ministre conservateur bien placé pour savoir qu'au Québec, les élections donnent régulièrement lieu à d'importants déplacements d'opinion. En 1984 et 1993, son parti avait connu le meilleur et le pire des changements d'humeur de l'électorat québécois.

Si Brian Mulroney a raison, les gains conservateurs qu'il voit dans sa soupe se feraient aux dépens de Gilles Duceppe. Au Québec, les libéraux n'ont franchement plus que la peau sur les os. Au cours de la première semaine, on a vu d'autres signes qui confirment que la désaffection à l'égard du Bloc est une tendance de plus en plus lourde. La sortie de l'ancien ministre péquiste Jacques Brassard en est un symptôme. La difficulté du chef bloquiste à trouver le ton juste dans sa critique des conservateurs en est un autre.

Chose certaine, il faut remonter à l'époque de Brian Mulroney pour trouver une campagne conservatrice qui tourne aussi rondement au Québec que celle de Stephen Harper. De passage dans un vignoble de Saint-Eustache avant-hier, le chef conservateur a facilement fait salle comble, et il n'y avait pas que des figurants de service ou des amateurs de vin au rendez-vous.

Il y avait bien sûr des partisans du maire Claude Carignan, qui porte les couleurs des bleus dans Rivière-des-Mille-Îles contre le bloquiste Luc Desnoyers, mais également des curieux, venus voir de plus près le chef conservateur. Comme à d'autres étapes de la tournée Harper au Québec, il s'agissait essentiellement d'électeurs souverainistes qui, après avoir appuyé le Bloc québécois sans défaillir depuis 1993, ne cachent pas qu'ils sont ailleurs aujourd'hui.

De la première semaine de campagne, certains d'entre eux rejetaient spontanément l'engagement renouvelé de Stephen Harper de ne pas poursuivre l'engagement militaire canadien en Afghanistan au-delà de l'échéance actuelle de 2011.

Au moment de l'inévitable autopsie de la campagne 2008, on découvrira sans doute qu'il s'agit là d'un des engagements stratégiques les plus importants de la campagne conservatrice. La décision de surligner la volonté conservatrice de clore le chapitre militaire afghan d'ici trois ans n'a pourtant pas fait l'objet de battements de tambours et de coups de clairons qui accompagnent habituellement les énoncés de Stephen Harper.

C'est plutôt à la faveur d'un rare petit-déjeuner entre le chef conservateur et la presse parlementaire, entre les rôties et le café, qu'il en a profité pour clarifier sa détermination de tourner la page sur la mission dans trois ans pour passer à un rôle canadien moins musclé en Afghanistan. Ceux qui connaissent le premier ministre savent qu'il n'est pas porté aux épanchements, surtout avec les médias. Avec cette déclaration qui n'avait de spontané que le nom, Stephen Harper entend lever une des plus grosses hypothèques susceptibles d'amputer le score conservateur le 14 octobre, en particulier au Québec.

À l'autopsie, la victoire des verts dans le débat sur les débats qui a largement dominé la semaine émergera également comme un élément déterminant de la campagne.

Le Québec francophone est un des rares champs de bataille électoraux où l'on assiste à une lutte à deux dans le cadre de la campagne 2008. Partout ailleurs au Canada, la lutte se fait à trois ou même à quatre. Et sur ce front, les partis d'opposition se disputent les mêmes votes progressistes pendant que Stephen Harper plane largement au-dessus de la mêlée.

Sous cet angle, l'arrivée du Parti vert sur la tribune des débats ne peut que brouiller davantage les cartes à

l'avantage des conservateurs. La montée aux barricades virtuelle qui a forcé les réseaux et les principaux partis à s'incliner devant la pression populaire et à faire une place à Elizabeth May indique que le génie vert ne retournera pas dans sa bouteille d'ici le 14 octobre.

Du coup, c'est l'illusion que les verts ne sont qu'un terrain de stationnement pour indécis qui a été dissipée. Jusqu'à présent, tous les sondages concordent pour démontrer que le parti de Mme May gruge principalement ses appuis chez les libéraux et le NPD. Cela s'est avéré au cours de certaines des élections complémentaires qui ont eu lieu en Ontario et en Colombie-Britannique depuis deux ans.

La première semaine de la campagne aura démontré que bien des électeurs ont finalement suivi le conseil de la leader des verts et délaissé CNN et la campagne américaine pour s'intéresser à celle qui se déroule dans leur cour, voire pour se l'approprier dans le cas des débats.

Au-delà des bavures, les deux événements les plus marquants de la première semaine, c'est-à-dire l'engagement renouvelé de M. Harper à ne pas prolonger la mission afghane au-delà de 2011 et l'ajout des verts aux débats des chefs vont dans le même sens: celui de consolider la position des conservateurs. Cela fait de Stephen Harper le principal gagnant de la première semaine. Et d'Elizabeth May une des architectes involontaires de ce succès. Cela pourrait devenir une habitude d'ici le jour du vote.

chebert@thestar.ca

Chantal Hébert est columnist politique au Toronto Star



De passage dans un vignoble de Saint-Eustache avant-hier, le chef conservateur a facilement fait salle comble, et il n'y avait pas que des figurants de service ou des amateurs de vin au rendez-vous.

LE DEVOIR

Verts et libéraux

Une simple «entente de courtoisie», dit Elizabeth May

Toronto — La chef du Parti vert, Elizabeth May, a affirmé hier qu'il n'existe aucune alliance entre sa formation politique et le Parti libéral du Canada au-delà d'une «entente de courtoisie» prévoyant que les deux partis ne présentent pas de candidat dans la circonscription de l'autre chef.

La chef des Verts répondait à une chronique parue dans l'édition d'hier d'un quotidien montréalais qui avançait qu'Elizabeth May avait demandé à ses troupes, durant les derniers jours de la campagne, d'appuyer le candidat libéral dans certaines circonscriptions où la lutte serait serrée.

«Il n'y a rien de vrai là-dedans», a-t-elle rétorqué aux journalistes lors d'une étape de sa tournée électorale, à Toronto.

Les liens entre Mme May et Stéphane Dion ont été au cœur des arguments du Nouveau Parti démocratique et du Parti conservateur pour boycotter les débats télévisés des chefs.

Avant de modifier leur position et de permettre à Mme May de participer à ces débats, Jack Layton et Stephen Harper laissaient entendre que sa participation équivaldrait à doubler la représentation libérale.

Mme May et M. Dion se sont entendus pour ne pas présenter de candidat dans la circonscription de l'autre, mais la chef des verts a affirmé que l'entente n'allait pas plus loin. «Les rumeurs selon lesquelles il y a quelque chose au-delà de l'entente de courtoisie entre les chefs sont tout simplement fausses», a indiqué une porte-parole du Parti vert.

En tournée électorale en Colombie-Britannique, Stéphane Dion a également nié qu'une telle entente ait été conclue. «Pas du tout, pas du tout, a-t-il dit. Laissez-moi vous dire, Mme May et moi, ce que nous avons annoncé est transparent. Elle a dit, avant notre entente, qu'elle voulait que je sois premier ministre de ce pays afin de combattre la crise des changements climatiques [...] Je trouve que c'est très courageux de sa part.»

Selon le journaliste de *La Presse*, Elizabeth May aurait accepté de soutenir Stéphane Dion durant les derniers jours de la campagne électorale, en avril 2007.

«C'est comme un pacte de non-agression pour qu'à la veille du vote, on fasse en sorte que les forces environnementalistes se rallient autour de Stéphane Dion», a indiqué au chroniqueur de *La Presse* une source libérale.

La Presse canadienne



Le mardi 14 octobre, on vote.

Une élection générale fédérale aura lieu le 14 octobre 2008.

Pour voter, vous devez :

- être citoyen canadien;
- être âgé d'au moins 18 ans le jour de l'élection;
- prouver votre identité et votre adresse.

Pour voter par anticipation

Vous pouvez voter avant le jour de l'élection. Les adresses des bureaux de vote par anticipation sont inscrites au verso de la carte d'information de l'électeur.

Vous pouvez également voter par la poste ou à votre bureau local d'Élections Canada à l'aide du bulletin de vote spécial si vous en faites la demande au plus tard à 18 h le mardi 7 octobre. Téléchargez la *Demande d'inscription et de bulletin de vote spécial* en cliquant sur « Mon vote, je le poste! » à www.elections.ca ou téléphonez dès maintenant.

N'oubliez pas : vous ne pouvez voter qu'une seule fois. Si vous vous inscrivez au vote par bulletin spécial à cette élection, vous pourrez y voter uniquement de cette manière.

Nouvelles mesures d'identification pour voter

Au moment de voter, vous devez prouver votre identité et votre adresse.

Pour connaître la liste des pièces d'identité acceptées par le directeur général des élections du Canada, consultez le dépliant que vous recevrez bientôt par la poste ou visitez le www.elections.ca et cliquez sur « Identification de l'électeur au bureau de scrutin ».

Voter, c'est choisir son monde.

www.elections.ca

1-800-INFO-VOTE

1-800-463-6868

sans frais au Canada et aux États-Unis, ou
001-800-514-6868 sans frais au Mexique



ATS 1-800-361-8935

pour les personnes sourdes ou malentendantes,
sans frais au Canada et aux États-Unis, ou
613-991-2082 de partout au monde



ÉLECTIONS FÉDÉRALES

Harper prend le parti des investisseurs étrangers...

FANNIE OLIVIER

Halifax — Les conservateurs ont une idée claire de ce sur quoi ils entendent miser s'ils sont réélus pour favoriser la prospérité économique: moins de réglementation et plus d'investissements étrangers.

Stephen Harper a promis vendredi qu'il allait augmenter le seuil d'examen des investissements étrangers pour faciliter l'entrée au pays des devises d'ailleurs s'il obtenait un second mandat aux Communes.

Ainsi, les compagnies étrangères investissant moins de 1 milliard \$ au Canada n'auront plus à

se soumettre à de lourdes procédures administratives. Ce seuil d'examen automatique est actuellement fixé à 295 millions \$.

«En relevant le seuil, nous envoyons le message au reste du monde que nous sommes, dans les faits, ouverts à l'investissement», a insisté M. Harper en point de presse à Halifax.

Il sera ainsi plus aisé, pour des compagnies étrangères, d'investir ou de prendre le contrôle d'entreprises canadiennes. Mais ça ne signifie pas que le Canada soit à vendre, a vite répliqué M. Harper.

«Nous ne sommes pas seulement un pays qui reçoit les investissements étrangers, nous sommes aussi

un investisseur, aux États-Unis et ailleurs», a fait valoir le leader conservateur.

«C'est dans notre intérêt national d'assurer la concurrence de l'économie canadienne et de nos entreprises dans le monde actuel», a-t-il continué.

Pour illustrer ce point, le chef conservateur a rappelé que c'était son gouvernement qui avait refusé d'autoriser la vente du géant canadien en aérospatiale, MDA.

M. Harper promet par ailleurs d'ouvrir les secteurs aériens et d'extraction d'uranium.

Il souhaite ainsi voir le montant des investissements de l'Europe et des États-Unis dans les lignes aériennes passer de 25 % à

49 %, en s'assurant toutefois que le Canada aurait le même accès à ces régions.

M. Harper prévoit d'autre part plancher sur une refonte de la politique sur la propriété de l'uranium par les non-résidents, encore une fois si une réciprocité parvient à être négociée.

Les mesures proposées par le chef conservateur ont été calquées sur un rapport d'experts dévoilé l'an dernier portant sur les politiques en mesure de concurrence, présidé par Lynton (Red) Wilson, un ancien président du conseil d'administration de BCE.

La Presse canadienne

...Layton prend celui des consommateurs



Jack Layton, chef du Nouveau Parti démocratique

ALEC CASTONGUAY

L'NPD a ramené à l'avant-plan hier sa promesse de bannir les frais aux guichets automatiques des banques. Il s'agit d'un cheval de bataille du NPD depuis près de deux ans. De passage à Terre-Neuve hier, Jack Layton a également promis de limiter les taux

d'intérêt des cartes de crédit par un amendement à la Loi sur les banques.

M. Layton a affirmé hier matin que les consommateurs ne devraient pas avoir à payer pour obtenir accès à leur propre argent. «Tous les jours, les Canadiens paient des millions de dollars en frais cachés de toutes sortes. La si-

tuation est devenue si exécrable que même le milieu des affaires commence à protester», a-t-il dit.

Jim Flaherty, le ministre des Finances, a rencontré les grandes banques canadiennes il y a environ un an pour leur faire part de l'agacement du gouvernement au sujet des frais élevés aux guichets. Aucun changement n'a eu lieu depuis.

10 milliards de dollars pour Terre-Neuve?

Jack Layton a également fait une promesse coûteuse aux habitants de Terre-Neuve-et-Labrador. Il s'est engagé à transférer à la province des milliards de dollars en péréquation, en plus de lui remettre la part d'Hibernia, un projet de production pétrolière en mer, que détient Ottawa.

Il a assuré qu'un futur gouvernement néo-démocrate respecterait l'Accord atlantique, une entente sur la gestion et le partage des recettes des ressources pétro-

lières et gazières qui a été conclue avec le gouvernement libéral de Paul Martin en 2005 et qui a été revue à la baisse par le gouvernement conservateur de Stephen Harper.

Danny Williams, le premier ministre de Terre-Neuve, chiffre à 10 milliards de dollars la différence entre l'entente des libéraux et celle des conservateurs. Il a d'ailleurs récemment exigé que cette somme soit versée à sa province au cours des 15 prochaines années. Stephen Harper a rejeté cette idée.

Par ailleurs, M. Layton s'est dit heureux que son candidat dans St-John's South Mount Pearl, Ryan Cleary, ait changé d'avis sur le NPD. En 2006, M. Cleary avait écrit que les néo-démocrates étaient des perdants, incapables de remporter des élections même si on leur accordait cent sièges d'avance.

Le Devoir

Avec La Presse canadienne

MOMENT D'ÉGAREMENT



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

LA CANDIDATE du Parti conservateur dans Rosemont-La Petite-Patrie, Sylvie Boulianne, peut compter sur des bénévoles dévoués et ambitieux. Peut-être trop, même. Des pancartes électorales de la candidate ont été installées jusque dans la circonscription voisine de Laurier-Sainte-Marie, à Montréal, où le député est nul autre que le chef bloquiste Gilles Duceppe. En fin de journée hier, certains militants conservateurs se sont rendu compte de l'erreur et ont commencé à retirer les pancartes.

Élections américaines 2008: le tournant ?

Série d'événements organisée par l'Observatoire sur les États-Unis de la Chaire Raoul-Dandurand de l'UQAM



Comment gagner une élection présidentielle aux États-Unis ?	Maison-Blanche et Congrès 2008 : les étapes jusqu'à la victoire	Élections américaines : quel impact sur le Québec ?	Vers une nouvelle politique étrangère américaine ?	L'élection américaine en images : les débats télévisés	Fin de campagne : qui sera le gagnant ?	Les résultats du 4 novembre : constats, leçons et conséquences
Animateur Frédéric Gagnon Directeur adjoint de l'Observatoire sur les États-Unis	Animateur Charles-Philippe David Directeur de l'Observatoire sur les États-Unis	Animatrice Marie-Anne Beauchamp RD	Animateur Jean-François Lépine Radio-Canada	Animateur Frédéric Gagnon Directeur adjoint de l'Observatoire sur les États-Unis	Animatrice Dominique Poirier Journaliste	Animatrice Dominique Poirier Journaliste
Lundi 22 septembre à 18h AGORA HYDRO-QUÉBEC 175, av. du Président Kennedy	Mercredi 1 ^{er} octobre à 12h30 SALLE DES BOISERIES Pavillon Judith-Jaemin J-2606 406, rue Ste-Catherine Est	Mardi 23 septembre à 18h SALLE DES BOISERIES Pavillon Judith-Jaemin J-2606 406, rue Ste-Catherine Est	Mardi 23 septembre à 18h SALLE DES BOISERIES Pavillon Judith-Jaemin J-2606 406, rue Ste-Catherine Est	Mercredi 22 octobre à 12h30 SALLE D-R200 Pavillon Athanase-David D-R200 1430, rue Saint-Denis	Mardi 21 octobre à 18h GRAND THÉÂTRE ALFRED LAUBERTÉ Pavillon Judith-Jaemin J-2606 406, rue Ste-Catherine Est	Mardi 12 novembre à 18h GRAND THÉÂTRE ALFRED LAUBERTÉ Pavillon Judith-Jaemin J-2606 406, rue Ste-Catherine Est
Place-des-Arts Conférences en anglais, organisées en collaboration avec Edelman	Berri-UQAM	Berri-UQAM	Berri-UQAM	Berri-UQAM	Berri-UQAM	Berri-UQAM

Chaire Raoul-Dandurand
en études stratégiques et diplomatiques

UQAM
Prenez position

I E
I M

ÉLECTIONS FÉDÉRALES

Reconnaissance de la nation québécoise

Duceppe veut modifier la constitution sans pour autant revivre Meech

ALEC CASTONGUAY

Le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, affirme que modifier la Constitution canadienne pour y inclure la reconnaissance de la nation québécoise ne nécessite pas une grande ronde de négociations complexes avec les autres provinces. Il a donc demandé à nouveau hier au chef conservateur, Stephen Harper, d'aller de l'avant avec une modification bilatérale de la Constitution.

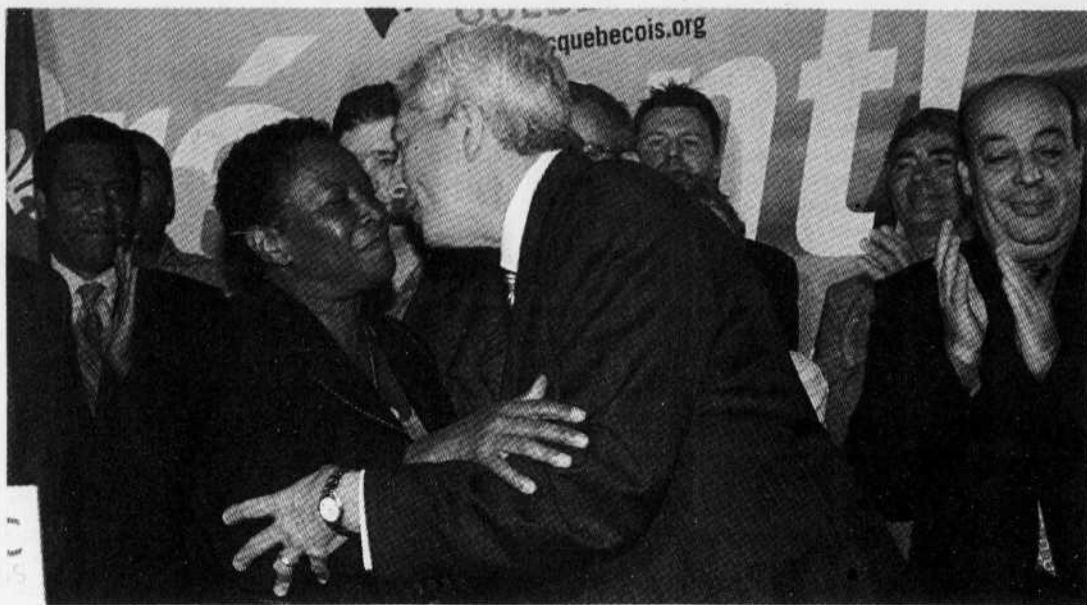
De passage à Montréal hier, dans le comté de Papineau, où il a présenté ses candidats de la région, Gilles Duceppe s'est d'abord défendu de vouloir renouveler le fédéralisme canadien en réclamant une modification constitutionnelle. «Absolument pas. Tout gain pour le Québec est un gain pour l'avenir du Québec, un pas de plus pour la souveraineté. [...] Il faut que la nation soit reconnue, et cela ne met aucunement fin au débat sur la souveraineté», a-t-il dit en conférence de presse.

C'est le chef de l'ADQ, Mario Dumont, qui a demandé mardi dernier que la Constitution soit ouverte pour y encaisser la reconnaissance du Québec comme nation et pour encadrer le pouvoir fédéral de dépenser. Gilles Duceppe a saisi la balle au bond et demande à Stephen Harper d'en faire autant, lui qui a passé une motion aux Communes en ce sens. «S'il y avait un référendum au Canada demandant que le Québec soit reconnu comme nation dans la Constitution, je dirais oui», a ajouté le chef du Bloc québécois.

Mais jeudi, lors d'un passage à Montréal, Stephen Harper avait fermé la porte à cette possibilité. «Franchement, je n'ai pas l'intention de rouvrir la Constitution à moins que la terre ne soit fertile, a-t-il dit. Et présentement, je ne ressens pas une volonté de la population de débattre de la Constitution.» Selon le chef conservateur, «on peut continuer à faire des efforts non constitutionnels pour renforcer la fédération et répondre aux besoins du Québec». Il a cité le déséquilibre fiscal comme réalisation de son gouvernement.

Entente bilatérale possible?

Gilles Duceppe affirme ne pas vouloir lancer une ronde de négociations constitutionnelles sur le modèle



Le chef bloquiste était à Montréal hier, dans la circonscription de Papineau, afin de présenter ses candidats dans la région.

de l'accord du Lac-Meech. «Je n'ai pas dit que je voulais réformer les institutions canadiennes, je dis que c'est un gain de reconnaître la nation dans la constitution.»

Selon lui, Ottawa pourrait procéder seulement avec l'accord du Québec, comme dans le cas des modifications apportées à la Constitution pour remplacer les commissions scolaires confessionnelles par des commissions scolaires linguistiques dans la province. Au milieu des années 90, les deux gouvernements avaient alors évoqué l'article 43 de la Loi constitutionnelle de 1982 qui permet une procédure de «modification à l'égard de certaines provinces». Cette disposition permet de signer des ententes bilatérales lorsque les autres provinces ne sont pas concernées. L'accord du Parlement fédéral (Chambre des communes et Sénat) et de la province suffisent.

«Dans le cas des commissions scolaires, la Constitution a été modifiée, mais le Québec n'a pas signé la Constitution pour autant. Ça ne serait pas une première», a dit Gilles Duceppe. Ironie du sort, le ministre péquiste qui a entamé les pourparlers avec Ottawa à l'époque était Jacques Brassard, et son interlocuteur fédéral, un certain Stéphane Dion...

Le chef du Bloc soutient que si une grande ronde constitutionnelle avec toutes les provinces devait démarrer, il faudrait aborder plus que la reconnaissance du Québec comme nation, ce qui compliquerait les choses. «Ça ne doit pas se limiter à ça. Moi, je pense qu'on ne pourra jamais obtenir ce que l'on veut à l'intérieur du Canada», a dit Gilles Duceppe.

Le Devoir

Le portrait culturel des chefs

STÉPHANE BAILLARGEON

Stephen Harper pense que le gouvernement du Canada doit oser traverser «le mince fil» qui sépare l'octroi d'une stabilité financière à la culture et le «soutien de choses dont la population ne veut pas». Le premier ministre sortant affirme aussi que si l'État doit jouer un «rôle fondamental» en encourageant l'excellence dans les arts et la culture, il faut que le marché, les consommateurs et les mécènes aident à «façonner le paysage culturel».

Le même Stephen Harper, qui joue du piano, avoue avoir adopté la plateforme électorale du Parti conservateur comme livre de chevet et visité dernièrement le Temple de la renommée du Hockey, à Toronto. Par contre, il ne répond rien quand on lui demande quel artiste il aurait aimé être ou quel est son super héros favori. Par contraste, Jack Layton, du NPD, adore *Les Simpson* et Stéphane Dion, du PLC, l'incroyable Hulk («parce qu'il est vert»), tandis que Gilles Duceppe, du Bloc, se pème devant le film *Mon oncle Antoine*, dans lequel jouait son défunt père, Jean Duceppe.

Ces révélations se retrouvent dans les commentaires publiés hier par le *Journal de Montréal* et le *Globe & Mail*. Le premier a sondé les chefs des cinq principales formations politiques canadiennes, dont M. Harper, pour dresser leur «portrait culturel». Le journal torontois a obtenu une entrevue exclusive sur le thème des récentes compressions dans différents programmes de formation, de création et de diffusion des arts et de la culture.

Où doit s'arrêter l'intervention étatique en ces matières? «Je pense que la vie culturelle est trop fragile pour être abandonnée à elle-même», a répondu le chef conservateur. En même temps, pour être franc, il y a des créateurs et des producteurs qui sont complètement coupés des besoins et des demandes du public.

Du même souffle, il nie que la décision récente d'imposer des compressions de plus de 45 millions (la Conférence canadienne des arts les évalue plutôt à 60 millions) soit fondée sur le plan idéologique. Pour lui, l'élimination des programmes découle uniquement des «évaluations internes» du ministère du Patrimoine. «Il faut faire des choix», tranche Stephen Harper, rappelant que si certains programmes ont disparu, son gouvernement a augmenté le total des budgets culturels.

Le Devoir

277, av. Laurier O.
514-270-6154

SOLDES 60%
JUSQU'À

SHIRT PASSION
CONVERSE
RAMOSPORT
KALI ORÉA
NORMA KAMALI
TOMBOLINI
OUI
BANDOLERA
VERTIGO
YUKA

THIERRY MUGLER
REPORTER
NAVIGARE
TORRAS
TARENTINO
TOMBOLINI
CANTARELLI SARTORIA
FABIO INGHIRAMI
ETC.

Centre de Commerce Mondial
383, St-Jacques O.
514-281-7999

Centre de Commerce Mondial
413, St-Jacques O.
514-844-9125

doce
anna

Centre de Commerce Mondial
5107, av. du Parc
(angle Laurier)
514-277-7558

Dion promet 575 millions pour l'efficacité énergétique

KARINE FORTIN

Burnaby — Les libéraux ont promis vendredi d'investir près de 600 millions de dollars en quatre ans pour aider les ménages à réduire leur consommation d'énergie en rénovant leur maison.

Le chef Stéphane Dion en a fait l'annonce dans une coopérative d'habitation écologique de la Colombie-Britannique, une province où son parti espère faire des gains le 14 octobre prochain.

Dans le cadre de leur Tournant vert, les libéraux offriraient un crédit d'impôt de 10 000 \$ aux propriétaires désirant mieux isoler leur résidence ou en changer les fenêtres. Cette mesure coûterait au trésor public quelque 300 millions.

Les citoyens prêts à faire de gros travaux, comme installer des mini-éoliennes ou un système de géothermie, pourraient par ailleurs bénéficier d'une «hypothèque verte» sans intérêt, d'un montant maximal de 10 000 \$.

Un gouvernement Dion créerait par ailleurs un fonds pour la rénovation de logements modestes, en collaboration avec les provinces et les municipalités. Ce fonds serait doté de 140 millions et subventionnerait des projets dans les coopératives et les HLM, entre autres.

L'annonce de Stéphane Dion était prévue de longue date, mais la montée en flèche des prix de l'essence a permis au chef libéral de présenter son plan vert comme une solution à long terme à la hausse du prix de l'énergie.

D'après lui, les Canadiens pourraient réduire leur consommation d'énergie de 20 à 40 %, s'ils s'y mettaient sérieusement, avec le soutien de l'État.

Cela leur permettrait de réduire leur facture, en même temps que leur émission de gaz à effet de serre.

Depuis le début de sa campagne, il y a cinq jours, Stéphane Dion a consacré l'essentiel de son temps à vendre son Tournant vert, considéré comme le cœur de sa plateforme électorale.

Il est difficile de savoir comment son message est reçu puisqu'il s'est adressé presque exclusivement à de petits groupes de militants dans des circonscriptions sûres.

A ce jour, Stéphane Dion a annoncé pour 400 millions de baisses d'impôt ciblées pour les agriculteurs, les pêcheurs et les camionneurs, et 300 millions pour les ménages. Il a laissé entendre hier matin qu'il pourrait en annoncer 300 millions de plus d'ici la mi-octobre.

La Presse canadienne

Notre monde est complexe
D'où l'importance de choisir la bonne école

Dans un monde en constante évolution, il est rassurant de constater que certaines choses ne changent pas. Comme l'éducation offerte à Villa Maria par exemple. Ici, le développement intégral de nos jeunes est une priorité. À l'acquisition de solides compétences s'ajoute l'épanouissement de leur personnalité. Venez les rencontrer, visiter notre campus et découvrir notre nouveau pavillon dédié à la science, aux arts de la scène et au multimédia. Afin de mieux comprendre ce que signifie le mot réussir à Villa Maria.

Portes ouvertes – Secteur français
27 septembre, de midi à 16 h

Examens d'admission – Secteur français
1^{er} secondaire : 4 octobre
1^{er} à 5^e secondaire : 5 octobre

Portes ouvertes – Secteur anglais
19 octobre, de 13 h à 16 h

Examens d'admission – Secteur anglais
1^{er} secondaire : 25 octobre
1^{er} à 5^e secondaire : 1^{er} novembre

VILLA MARIA

LE BONHEUR D'APPRENDRE

4245, boul. Décarie, Montréal, QC H4A 3K4 (514) 484-4950 www.villamaria.qc.ca

LES ACTUALITÉS

Science

Une contribution québécoise essentielle au plus puissant collisionneur de particules

PAULINE GRAVEL

Mercredi, l'excitation était palpable non seulement dans le tunnel abritant le plus puissant collisionneur de particules du monde localisé à la frontière franco-suisse, mais aussi dans les locaux du département de physique de l'université McGill. Doctorants et professeurs ayant activement participé à la mise en place de cette expérience extraordinaire se réjouissaient de la réussite de son démarrage.

Les chercheurs d'ici sont nombreux à faire régulièrement la navette entre Montréal et Genève, où se situe le Large Hadron Collider (LHC), pour poursuivre leurs travaux, qui font partie intégrante de l'expérience ATLAS associée au plus grand des détecteurs entourant le LHC.

Des chercheurs des universités McGill et de Montréal ont notamment conçu un système permettant d'identifier les collisions de particules qui seront les plus intéressantes scientifiquement. «Près d'un milliard de collisions entre protons se produiront à chaque seconde. La quantité de données générées par ce milliard de collisions étant gigantesque, le système mis au point par nos chercheurs permettra de sélectionner les 200 collisions, dont les résultats méritent d'être sauvegardés», explique le professeur de physique de l'université McGill Brigitte Vachon, membre de l'équi-



ARCHIVES AGENCE FRANCE-PRESSE

pe internationale qui se consacre au détecteur ATLAS, le plus imposant des détecteurs entourant le tuyau au sein duquel on provoquera les collisions entre deux faisceaux de protons. «Ce système repose sur des algorithmes de reconnaissance des événements physiques intéressants qui seront captés par le détecteur. Ces algorithmes que nous avons développés permettent de re-

connaître les signatures laissées par les particules qui sont prévues par la théorie.»

«Notre système agit comme un filtre qui ne retient que les événements que l'on désire conserver. Comme on croiserait les faisceaux de protons toutes les 25 nanosecondes afin de provoquer des collisions, cela produira une quantité de données immense, qu'il sera impossible de

gérer. Notre système doit décider s'il doit enregistrer ce qui s'est passé durant une collision dans le but de l'analyser ultérieurement, ou de l'ignorer», ajoute le doctorant de l'université de Montréal Jonathan Ferland, qui a travaillé à la conception de ce système de filtrage intégré au détecteur ATLAS.

Des chercheurs de l'université McGill ont également contribué à

la mise au point d'une grille de calcul internationale qui devra servir à l'analyse de la quantité colossale de données relevées lors des expériences menées dans le LHC. Cette grille de calcul a été échafaudée en reliant entre eux des milliers d'ordinateurs localisés en différents lieux du globe afin de créer un super ordinateur, en quelque sorte, a souligné Brigitte Vachon.

Une autre équipe s'est quant à elle appliquée à élaborer des méthodes d'analyse permettant de retracer parmi les événements physiques qui surviendront lors des collisions entre protons des évidences de la production du boson de Higgs, une particule élémentaire dont l'existence est prévue par les théories physiques mais que les physiciens n'ont jamais pu observer. L'énergie qui sera générée lors des collisions qui seront induites dans le LHC devrait être suffisante pour provoquer l'apparition de cette particule, surnommée particule de Dieu, qui est sensée être à l'origine de la masse de toutes les choses, a précisé Brigitte Vachon.

Le professeur Claude Leroy, du département de physique de l'Université de Montréal, a pour sa part conçu, en collaboration avec l'Institut de physique expérimentale et appliquée de Prague et le Groupe de microélectronique du CERN (l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire), un petit détecteur d'une surface de deux centimètres carrés qui se présente comme un damier de 256 pixels par

256 pixels. «Notre détecteur se distingue par le fait qu'il nous fait "voir" les interactions de particules en temps réel, contrairement aux autres détecteurs, dont on doit analyser les données, par exemple les mesures d'énergie, pour reconstituer le profil d'une particule», fait remarquer Claude Leroy, qui, avec ses collègues tchèques, a passé quelques années à identifier la signature visuelle des différentes particules (muons, pions, neutrons, protons, etc.) qui pourront être produites lorsque les protons s'écraseront les uns contre les autres. «Avant même que le collisionneur ne soit en marche, notre MPX-ATLAS a détecté les particules (électrons, protons, muons, photons) issues du bruit de fond cosmique», souligne fièrement M. Leroy.

Seize de ces petits mais néanmoins puissants détecteurs MPX ont été introduits à des endroits stratégiques du gigantesque détecteur ATLAS. Ils permettront d'échantillonner le champ de radiation qui s'y manifesterait. «Car les collisions entre protons produiront dans la chaîne des événements qui s'ensuivront des neutrons qui iront frapper les matériaux dont est constitué le détecteur ATLAS. Et alors, ces matériaux pourront devenir radioactifs pendant un certain temps», explique le doctorant Jonathan Ferland.

La contribution des chercheurs québécois à ce projet scientifique le plus ambitieux de tous les temps est essentielle à sa réussite.

Le Devoir

Un statut particulier pour le fleuve Saint-Laurent

LOUIS-GILLES FRANCEUR

Pour les Amis du Saint-Laurent, il est important d'accorder au fleuve un statut particulier sur les plans juridique et administratif, comme le reconnaissait la Politique nationale de l'eau.

Dans leur mémoire sur le projet de loi 92, les Amis du Saint-Laurent — un groupe fondé à l'époque de la bataille contre la ligne électrique Lotbinière-Grondines — estiment que le fleuve doit recevoir un statut de patrimoine national distinct des ressources générales en eau, dont la gestion serait réalisée sur la base d'un plan directeur plus élaboré que celui des autres bassins hydrographiques.

Le plan directeur du Saint-Laurent aurait ceci de particulier que, recevant les eaux de la plupart des autres bassins hydrographiques du Québec, son plan de base deviendrait une sorte de canevas dont on devrait tenir compte pour l'élaboration des autres plans.

Selon le groupe environnemental, le plan directeur du Saint-Laurent devrait traiter les débits des Grands Lacs et s'y ajuster pour maintenir le plus possible des débits et des niveaux susceptibles de maintenir ses écosystèmes en santé. Ce plan devrait aussi prévoir des modalités de navigation particulières afin d'éviter ou de limiter les impacts du passage des grands navires, un mode de transport jugé par ailleurs bénéfique pour le climat, tout comme il devrait contenir des dispositions expresses sur l'appropriation de son lit et de ses berges par des intérêts privés, sur l'aménagement du territoire riverain, sur les droits d'accès du grand public, sur le tourisme maritime et sur les paysages fluviaux.

La Politique de l'eau, entérinée jusqu'ici par le gouvernement Charest, prévoit en effet de reconnaître un statut particulier pour le Saint-Laurent, une dimension absente jusqu'ici du projet de loi 92.

Le Devoir

En affaires, les chiffres parlent d'eux-mêmes.

Joëlle et Marc Ethier
Propriétaires,
Centre de Soccer intérieur
Sainte-Julie

Client de la téléphonie
par câble

1 648\$ d'économies
en 28 mois¹

MAINTENANT jusqu'à 4 lignes

 **LIGNE AFFAIRES**

à partir de

24⁹⁵\$ /MOIS²

INSTALLATION GRATUITE³

Le meilleur taux de satisfaction comparé à la concurrence**

Chez Vidéotron, vos affaires sont toujours prioritaires.

- Service à la clientèle exclusif aux gens d'affaires.
- Soutien technique accessible 24 heures sur 24, 7 jours sur 7.
- Un seul point de contact pour tous vos services.

Faites comme des milliers de PME du Québec: passez à Vidéotron service Affaires sans rien changer à vos habitudes!

Communiquez avec nous dès aujourd'hui!
1 877 512-8602 • videotron.com/affaires

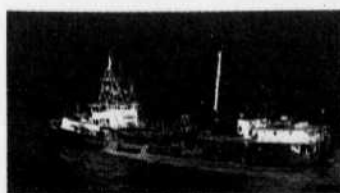
SERVICE AFFAIRES

À LA PUISSANCE AFFAIRES

 **VIDÉOTRON**

Une compagnie de Quebecor Media

¹ Le tarif mensuel de 24,95 \$ par ligne s'applique à un engagement de 36 mois. Un engagement minimal de 12 mois au service de base, au tarif mensuel de 29,95 \$ par ligne, est requis dans tous les cas. Des frais de réseau de 35 \$ par mois s'appliquent. Des frais de pénalité s'appliquent en cas de bris d'engagement. La location du modem câble multifonction est incluse. Les offres, les services et les tarifs sont modifiables sans préavis. La téléphonie par câble Affaires de Vidéotron est offerte là où la technologie le permet. Un rabais mensuel est offert aux clients Affaires de Vidéotron qui ajoutent la téléphonie et qui sont déjà abonnés ou qui s'abonnent à un service Internet par câble Affaires et/ou à un service de télédistribution (câble classique ou télé numérique pour laquelle une facturation minimale de 20 \$ par mois est obligatoire) et/ou au sans-fil. Taxes en sus. Certaines conditions s'appliquent. ² Taux de satisfaction global, selon un sondage Léger Marketing réalisé en avril 2008. ³ Calcul établi en comparant, pour des services équivalents, la facture de Vidéotron service Affaires à celle de l'ancien fournisseur de services en télécommunications de ce client à compter de la date initiale de son abonnement jusqu'à ce jour. Le montant des économies, le cas échéant, peut varier significativement d'un client à l'autre. Vidéotron ne peut garantir la réalisation d'économies pour tous les nouveaux clients. ⁴ L'installation est gratuite pour les nouveaux clients qui s'abonnent à la téléphonie par câble Affaires et est applicable à un engagement minimum de 24 mois à la ligne de base. Des frais de 99,95 \$ seront facturés dans le cas d'une installation avec un engagement de 12 mois.



FREDÉRIQUE DOYON LE DEVOIR

ACTUALITÉS

RÉUSSIR SA VIE

«Il faut se poser des questions. Il faut prendre conscience de l'état malheureux d'une part du monde. Il faut se garder une petite gêne. En même temps, pour être heureux, il ne faut pas avoir de regrets. Les regrets sont les cancers de l'âme et une des meilleures manières de rater sa vie...»

SUITE DE LA PAGE 1

pas du tout de ressentiment contre un mauvais coup du sort. Je suis dedans, dans une maladie frivole, qui évolue drôlement. Je suis prêt, je ne suis pas malheureux et je suis toujours très content de ma vie.»

La vie amoureuse

Et les Québécois? Le sondage Léger Marketing-Le Devoir leur a demandé à quoi ils accordent le plus d'importance. La vie amoureuse et familiale arrive très largement en tête, avec 68 % des réponses. Les loisirs (18 %) suivent en deuxième position, mais tellement loin derrière. «Ce n'est pas un résultat étonnant: on sait bien que les Québécois accordent beaucoup d'importance à la vie familiale et amoureuse, et c'est encore plus vrai pour les femmes, à 74 %», commente Mathieu Gagné, directeur de recherche de la firme Léger Marketing.

Le Devoir avait proposé un coup de sonde similaire il y a une décennie, à l'automne 1999. À la question «Qu'est-ce qui a le plus d'importance dans votre vie?», les Québécois avaient alors répondu «une vie sentimentale réussie» dans une proportion de 43 %. Avoir du temps (22 %), un bon emploi (19 %) et de l'argent (10 %) suivaient alors dans la liste des priorités.

Cette fois, les réponses montrent une étonnante unanimité au-delà des tranches d'âge ou de la langue maternelle, des niveaux de scolarité ou des catégories de revenu. Les seules différences un tant soit peu notables concernent l'importance encore plus marquée accordée à la vie amoureuse et familiale chez les 25-34 ans (80 %) ou aux loisirs et passions personnelles chez les 18-24 ans (37 %). Ces préférences s'expliquent probablement par les réalités propres à chaque âge de la vie: il semble normal de négliger la famille quand on vient de quitter la sienne, au sortir de l'adolescence; il semble naturel de lui accorder plus d'importance quand on vient d'en fonder une, au début de la vie adulte.

Par contre, la société québécoise demeure très divisée sur la question des transformations du rapport à ce qu'on doit appeler «une vie heureuse». Ainsi, à peine un adulte sur dix (12 %) croit qu'il est «plus facile d'être heureux aujourd'hui que ce ne l'était il y a dix ans». En revanche, plus de quatre répondants sur dix (44 %) jugent que c'est plus difficile, et le même nombre (42 %), que la situation n'a pas changé. Les positions se divisent à parts égales quand il s'agit de se projeter dans le futur. Par ailleurs, six personnes sur dix (62 %) affirment «avoir tout ce qu'il faut pour être heureux dans la vie» tandis que le tiers de la population (35 %) dit le contraire.

Maudit bonheur

La psycho pop regorge de livres conseils pour réussir sa vie en dix étapes, à deux, aujourd'hui ou au quotidien. Les «chemins du bonheur» sont tout aussi pavés de belles intentions éditoriales, avec



LE PLUS IMPORTANT DANS LA VIE

Parmi les choix suivants, à quoi accordez-vous le plus d'importance dans votre vie?

	TOTAL (n=1005)	HOMME (n=485)	FEMME (n=520)
La vie amoureuse et familiale	68 %	62 %	74 %
Les loisirs et les passions personnelles	18 %	21 %	14 %
Le travail	6 %	6 %	5 %
L'argent et les avoirs	4 %	6 %	2 %
Je ne sais pas / refus de répondre	5 %	5 %	5 %

Sondage Léger Marketing / Le Devoir

des conseils pour les arpenter en boudhiste, avec un moine ou même seul.

Est-il seulement possible de mesurer la réussite d'une vie, les prédispositions personnelles ou collectives à réussir son passage ici-bas?

Pierre Côté a fait le pari que oui, enfin, pour autant que la réussite d'une vie se mesure à l'aune du bonheur. Il a mis au point un Indice relatif de bonheur (IRB, sur une échelle de 100), affiné un sondage autour de 350 questions et finalement lancé sa mécanique sur le Québec.

L'idée de cette radioscopie du bonheur lui est venue il y a deux ans, en regardant un débat de la défunte émission *Il va y avoir du sport* de Télé-Québec autour de la question: «Est-ce que le Québec est une société pauvre?» «J'ai été très étonné des arguments uniquement économiques», raconte M. Côté, un ancien publiciste. *Personne n'a même demandé si les Québécois étaient heureux alors qu'après tout, ce devrait être le premier critère d'évaluation d'une vie réussie, non?»*

Son site unique au monde (indicedebonheur.com) a attiré des dizaines de milliers de répondants (l'exercice est gratuit) et permis de raffiner les analyses autour des professions ou de la santé par exemple, mais aussi sur la vingtaine de facteurs qui influencent cet état.

Sa méthode lui permet par exemple d'éclaircir autrement les résultats du sondage du Devoir, où les Québécois placent le travail (6 %) et l'argent (4 %) en fond de cale des priorités dans leur vie.

«Dans nos recherches, il y a un écart de dix points entre ceux qui déclarent les plus faibles et les plus haut revenus, dit M. Côté. Le travail est aussi essentiel pour la reconnaissance. Les trois quarts des répondants à nos propres enquêtes disent qu'ils ne pourraient pas être heureux s'ils n'occupaient pas un travail qui les satisfait. De même, l'amitié et l'amour arrivent

en septième et huitième position dans les critères d'influence du bonheur.»

Il y a donc plus important, beaucoup plus même. La première condition incontournable du bonheur, selon ces mêmes enquêtes, est la satisfaction par rapport à soi-même. «Réussir sa vie passe par une satisfaction par rapport à ses accomplissements à court, moyen et long termes», souligne Pierre Côté. *Je dirais qu'il faut faire en sorte que sa vie réelle ne s'écarte pas trop de sa vie rêvée.»*

Les données de l'IRB révèlent ensuite l'importance de l'acceptation et de l'adaptation aux changements. «Systématiquement, ceux qui souhaitent vivre ailleurs ou dans le passé rêvent un refus d'affronter le réel, ajoute Côté. Pour réussir sa vie, il faut aussi accepter ce que l'existence nous envoie. Les optimistes, ce que la religion d'autrefois appelait l'espérance, ont une capacité au bonheur beaucoup plus grande et semblent donc mieux réussir leur vie.»

Une des questions de notre sondage abordait indirectement cette question de l'acceptation, qui ne confine évidemment pas à la résignation. Quand on demande aux Québécois s'ils quitteraient le Québec s'ils le pouvaient, les tiers des répondants (30 %) choisissent l'exil. Plus étonnant encore, un jeune sur deux (47 %) dans la tranche des 18-24 ans répond qu'il souhaiterait vivre ailleurs, l'appel de l'étranger diminuant progressivement avec l'âge. À la retraite (65 ans et plus), ils ne sont plus que 18 % des Québécois à choisir le départ.

«C'est l'élément le plus négatif de cette section», dit le sondeur Mathieu Gagné. *Si un génie passait avec sa baguette magique, il pourrait arracher d'un coup un adulte québécois sur trois et un jeune adulte sur deux. C'est énorme. Il y a certainement toutes sortes de raisons pour envisager cette option radicale... y compris la température. Mais c'est aussi le signe d'une insatisfaction pro-*

fonde que de souhaiter quitter son pays pour changer de vie...»

Le spécialiste du bonheur poursuit en mentionnant l'absence de projet collectif porteur au Québec. «C'est une société qui se cherche, sans gouvernail, ce qui influence le niveau de bonheur global.»

N'empêche qu'une fois l'outil raffiné, finalement, il faut se rendre à l'évidence que l'IRB du Québec oscille autour de 74 ou 75, avec de légères variations, ce qui est tout de même excellent à l'échelle mondiale. «On ne fait pas pitié, globalement. L'IRB français est même huit points en dessous de l'indice québécois. Les Québécois sont plus heureux au travail, en amour et dans leurs finances. Au Canada comme au Québec, on est assez gras dur.»

Surtout, Pierre Côté, philosophe malgré lui, finit par dire que toutes ces questions ne riment à rien sans une part de conscience malheureuse. Il cite André Malraux en lançant le sexe, l'âge, la langue maternelle et la région, de façon à être représentatives de la population du Québec, selon les dernières données de Statistique Canada.

Le Devoir

Ce sondage Léger-Marketing-Le Devoir a été effectué par téléphone auprès de 1005 Québécois, du 13 au 17 août 2008. La marge d'erreur maximale est de +ou- 3,4 %, 19 fois sur 20. Les données ont été pondérées selon le sexe, l'âge, la langue maternelle et la région, de façon à être représentatives de la population du Québec, selon les dernières données de Statistique Canada.

DEVOIR

SUITE DE LA PAGE 1

vous offrir une analyse et une mise en perspective susceptible d'éclaircir votre choix le 14 octobre prochain.

C'est donc avec la rigueur habituelle, et sans complaisance, que les chroniqueurs chevronnés Manon Cornéliier (lundi, mercredi et pour la revue de presse du Canada anglais le samedi), Michel David (mardi, jeudi et samedi) et Chantal Hébert (samedi) analysent et commentent la campagne en cours. De leur côté, nos chroniqueurs invités Lise Payette, Denise Bombardier, Gil Courtemanche, Jean-Jacques Strélski et Norman Spector ne manqueront pas d'ajouter leur grain de sel.

D'ici la fin de la campagne, les journalistes Hélène Buzzetti, Kathleen Lévesque, Alec Castonguay ainsi que Manon Cornéliier alimenteront aussi des carnets de campagne auxquels les internautes seront appelés à réagir sur le site ledevoir.com.

Une nouveauté de cet automne, Le Devoir a accepté de participer à un consortium de médias électroniques qui mettra en ligne, dès lundi, un site web ponctuel où les internautes seront appelés à poser des questions et à réagir aux propos des chefs de partis. Les détails vous seront communiqués lundi dans nos pages. C'est à suivre...

Il y a les élections, mais il y a aussi tout le reste... Cette grande série par exemple, *Réussir sa vie*, qui débute ce matin et qui se poursuivra tous les jours jusqu'à samedi prochain. Et après les élections, Le Devoir continuera de vous offrir plus d'espace rédactionnel que par le passé, partagé, selon les besoins, entre la Culture, l'Économie, le Monde et les Actualités, dans le même esprit de concision et de précision qui fait la spécificité des grands quotidiens modernes.

Par ailleurs, les coûts de production ayant augmenté de façon très importante au cours des dernières années, *Le Devoir* doit ajuster le prix du journal en kiosque. Il y avait plus de 15 ans que cela n'avait pas été fait pour les éditions de semaine, malgré une hausse constante des coûts de production. Nous pourrions ainsi améliorer la qualité du journal et maintenir un équilibre budgétaire sans lequel le seul quotidien indépendant du Québec ne pourrait exister. En revanche, les lecteurs assidus seront heureux d'apprendre que le prix de l'abonnement reste le même, que ce soit pour la version papier ou la version électronique, deux solutions faciles pour s'assurer d'une livraison quotidienne du Devoir à très petit prix.

Le Devoir fêtera ses cent ans d'existence en 2010, mais comme ses amis lecteurs et lectrices le constateront, il reste le journal le plus pertinent en matière sociale, politique, culturelle et environnementale au Québec. La direction et toute l'équipe du Devoir tient à remercier ses lecteurs de leur fidélité et de leur confiance, deux caractéristiques qui permettent de maintenir et de développer une presse quotidienne indépendante de grande qualité et de très grande importance pour la diversité de l'information au Québec.

Jean-Robert Sansfaçon
rédacteur en chef

■ Un salaud peut-il réussir sa vie? ■ Et rater sa vie? Comment on s'y prend? > pages A 4 et A 5

CHAREST

SUITE DE LA PAGE 1

une entente de ce type est une «question de bon sens» puisque, en pratique, le Québec obtenait près de 50 % des 44 millions supprimés par Josée Verner, la ministre du Patrimoine. Christine St-Pierre, la ministre de la Culture du Québec, avait participé à la manifestation des artistes à Québec, le 3 septembre dernier. Elle avait d'ailleurs déclaré ceci: «Lorsqu'un gouvernement déclare que le Québec est une nation, bien, avec le mot "nation" vient aussi son épine dorsale, qui est sa culture. C'est indissociable.»

Ce que Jean Charest réclame peut-il être qualifié, ont demandé les médias hier, d'autonomie ou de souveraineté culturelle? Ce dernier concept a été forgé en 1974 par Robert Bourassa, l'ancien premier ministre libéral, alors que le Parti québécois était en plein essor. M. Charest a répondu que c'était effectivement un retour à ce concept «beaucoup utilisé à l'époque de M. Bourassa», mais sans la dimension constitutionnelle sur laquelle le Parti libéral d'alors misait. «Pas besoin de rouvrir la Constitution», a-t-il martelé.

«Ce que je veux, c'est, [...] en pratique, la mise en œuvre des programmes: ça veut dire que le Québec décide de ses orientations et que l'on met en place des programmes qui reflètent ce que nous sommes.» À une question en anglais, M. Charest a précisé que Radio-Canada, le Conseil des arts du Canada et «ce type d'institution» tel que Téléfilm Canada «pourraient rester dans le giron fédéral», mais qu'une entente Canada-

Québec sur la culture pourrait accroître la voix et la représentation du Québec dans ces lieux, «afin qu'elles reflètent qui nous sommes».

«Ça va être difficile», selon Liza Frulla

Jointe par *Le Devoir* hier, Liza Frulla a lancé: «Ça va être difficile». Celle qui fut ministre de la Culture du Québec et, plus récemment, ministre du Patrimoine canadien avait aussi, à la fin des années 80, réclamer la pleine maîtrise d'œuvre en matière culturelle, avec sa «sous-ministre d'alors», Michelle Courchesne, aujourd'hui ministre de l'Éducation du Québec. La Politique culturelle du Québec de Mme Frulla visait à doter le Québec de structures, dont le Conseil des arts et lettres du Québec, qui étaient destinées à gérer les deniers et les programmes desquels les fédéraux se seraient retirés. Dans une telle situation, le Conseil des arts du Canada deviendrait le «Conseil des arts du reste du Canada», admet l'ancienne ministre. Lorsque *Le Devoir* l'a fait remarquer à M. Charest, ce dernier a préféré éviter la question: «L'un n'exclut pas l'autre. On ne veut pas entrer dans un débat de sémantique. On ne veut pas exclure. On veut simplement que ce qui se fasse chez nous se fasse avec nos priorités.»

Du reste, l'ancienne ministre de Robert Bourassa et de Paul Martin souligne que le Québec reçoit près de 40 % des subventions en matière de culture. D'ailleurs, M. Charest a précisé hier que d'éventuelles négociations sur une souveraineté culturelle s'appuieraient «sur les parts historiques que le Québec a touchées à même ces budgets». Celles-ci sont bien supérieures au poids démographique du Québec (23 %).

D'ailleurs, M. Charest a insisté: «Ce n'est pas une affaire de per capita, la culture.» Mme Frulla juge cette position «risquée», puisque, en mettant une telle chose en relief, «cela choquera sans doute d'autres provinces qui misent elles aussi sur la culture».

M. Charest a refusé de présenter quelque estimation de montant qu'un tel rapatriement pourrait impliquer. «On va faire un état des lieux et on verra les montants qui sont en jeu», a-t-il indiqué.

Le Parti québécois a jugé «intéressante mais insuffisante» la demande formulée par le chef libéral et a annoncé qu'il déposerait, dès la rentrée parlementaire, une motion constitutionnelle visant à rapatrier tous les pouvoirs et le financement en matière de culture et de communications. Le texte de la motion sera calqué sur celui par lequel l'Assemblée nationale avait réclamer, unanimement, un amendement constitutionnel pour déconfessionnaliser les commissions scolaires.

Développement économique

Abordant une autre querelle récente entre les gouvernements Charest et Harper, le premier ministre québécois a aussi réclamer, hier, que les partis fédéraux s'engagent à rétablir les budgets de plusieurs organismes de développement économique. Le ministre conservateur Jean-Pierre Blackburn a procédé à des coupes de quelque 20 millions au Québec dans les subventions versées à ce type d'organisme. M. Charest a vanté les mérites de l'un d'entre eux, Pôle Québec Chaudière-Appalaches.

Insistant sur ces deux points, M. Charest s'est posé en seul défenseur des intérêts du Québec pendant la

campagne fédérale. En point de presse, il a affirmé que, contrairement à Pauline Marois, la chef péquiste, et à Mario Dumont, le chef adéquist, son parti était totalement «indépendant» des partis fédéraux. «M. Dumont est allé s'attacher les mains avec le Parti conservateur, nous, on défend les intérêts du Québec», a-t-il tonné.

Ce n'était pas là la dernière intervention du premier ministre Charest dans la campagne. Ce dernier a promis de présenter d'autres attentes d'ici le débat, notamment sur la question du pouvoir fédéral de dépenser, que Stephen Harper avait promis d'encadrer en 2005, promesse restée lettre morte.

Lawrence Cannon, lieutenant québécois du Parti conservateur de Stephen Harper, a montré quelques signes d'ouverture à la demande de M. Charest, concernant l'autonomie québécoise en matière de culture.

Il a cependant refusé d'engager son parti à négocier une entente, soutenant qu'il fallait attendre le résultat des élections.

«On ne ferme pas la porte», a-t-il dit, soutenant que «l'harmonie» régnait entre Québec et Ottawa. «Je ne peux pas annoncer qu'on ouvre des négociations, mais on peut se parler.» Pour le rétablissement des financements demandé par le premier ministre québécois, M. Cannon a soutenu que les fonds n'étaient pas disparus mais simplement affectés d'une manière différente. Il a cependant écarté tout retour des programmes abolis par son gouvernement.

Le Devoir
Avec la Presse canadienne

LE DEVOIR^{MD}

www.ledevoir.com
Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts
Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h.
Renseignements et administration : 514-985-3333

Comment nous joindre?

La rédaction

Au téléphone 514-985-3333
Par télécopieur 514-985-3360
Par courrier redaction@ledevoir.com

La publicité

Au téléphone 514-985-3399
Par télécopieur 514-985-3390
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344
Par télécopieur 514-985-3340
Par courrier avisdev@ledevoir.com

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322
Par télécopieur 514-985-3340

Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur 514-985-5967
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346
Par télécopieur 514-985-3390